

Forum Afrique:



tous ensemble



**Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald,
Coordonnateur canadien des secours d'urgence - Famine en
Afrique, sur les réunions régionales tenues de
septembre 1985 à février 1986**

© Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine en Afrique 1986
200, Promenade du Portage
Hull, Québec
K1A 0G4

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre:

Forum Afrique : tous ensemble : rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine en Afrique : réunions régionales tenues de septembre 1985 à février 1986

Texte en français et en anglais.

Titre de la p. de t. addit., tête-bêche: Forum Africa.
ISBN 0-9692493-2-2

1. Famines—Afrique. 2. Aide économique canadienne—Afrique. 3. Afrique—Conditions économiques. 4. Opinion publique—Canada. I. MacDonald, David, 1936-II. Canada. Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine en Afrique III. Titre: Forum Africa.

HC800.F67 1986 363.8'096 C86-090159-9F

Couverture

- Margaret Catley-Carlson au Forum National
- T. Hockin, D. MacDonald, I. Oumarou
- J. Laidlaw participant au Forum National

Ont collaboré à ce rapport :

Alan Clarke	Marie-Andrée Lalonde
Clovis Demers	Nancy Pawelek
Bea Hampson	Boyce Richardson
Yvette Knott	Gérald Simoneau

Traduction : Jean-Marie Barrier

Photographies : David Barbour,
ACDI; Anne Lavender; Université Laval

Conception et présentation
Janus Hall Associates

Forum Afrique: tous ensemble

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 10 1986

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald,
Coordonnateur canadien des secours d'urgence - Famine en
Afrique, sur les réunions régionales tenues de
septembre 1985 à février 1986**

43-243-807 ENG
43-243-809 FRE



Gouvernement du Canada Government of Canada
Coordonnateur canadien Canadian Emergency
des secours d'urgence Coordinator
Famine en Afrique African Famine

le 31 mars 1986

L'honorable Monique Vézina, P.C., M.P.
Ministre des Relations extérieures
Édifice Lester B. Pearson
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

Chère Madame la ministre:

C'est avec plaisir que je vous présente le rapport FORUM AFRIQUE: TOUS ENSEMBLE. Il s'agit d'une série de réunions locales qui ont débutées au mois de septembre 1985 et se sont déroulées jusqu'au mois de février 1986.

Lorsque vous m'avez demandé, le 31 mai 1985, de poursuivre ma tâche en qualité de Coordonnateur canadien des secours d'urgence, famine en Afrique, un des volets de mon mandat consistait à mettre sur pied un, ou plusieurs, symposiums sur la politique canadienne en Afrique.

Le lancement a eu lieu à l'Hotel de Ville d'Ottawa et de Hull le 4 septembre 1985. Plus de cinquante localités ont tenu des réunions lors de six séances régionales. Ce processus a abouti à la tenue du Forum national à Ottawa à la mi-février 1986.

Le forum a permis aux Canadiens de tout âge et de toute provenance de discuter de la crise en Afrique, d'en connaître les facettes et d'évaluer le rôle qu'ils peuvent jouer pour aider les pays touchés par la famine à se rétablir. En plus de ce rapport une bande magnétoscopique, traitant de l'expérience que fut le forum, est disponible.

Dans le rapport LA FAMINE: PLUS JAMAIS UNE DÉCENNIE POUR L'AFRIQUE, j'ai recommandé que Forum Afrique se poursuivre et devienne un point de contact pour les programmes et les politiques entourant la décennie pour l'Afrique.

Il serait souhaitable que, chaque année, durant cette décennie, les Canadiens puissent dans leur région tout comme à l'échelle nationale, évaluer le progrès en cours et même voir à l'élaboration du plan d'action pour aider l'Afrique à atteindre son autosuffisance alimentaire.

Je vous prie d'agréer, chère Madame la ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

David MacDonald
Coordonnateur canadien des secours d'urgence
Famine en Afrique

Table des matières

Introduction 5

- Une tradition canadienne 6
- Création de nouveaux réseaux 7
- Contenu 9

Forums régionaux 11

- Colombie-Britannique et Yukon 11
- Territoires du Nord-Ouest 14
- Atlantique 15
- Prairies 19
- Ontario 22
- Québec 25

Le Forum National 28

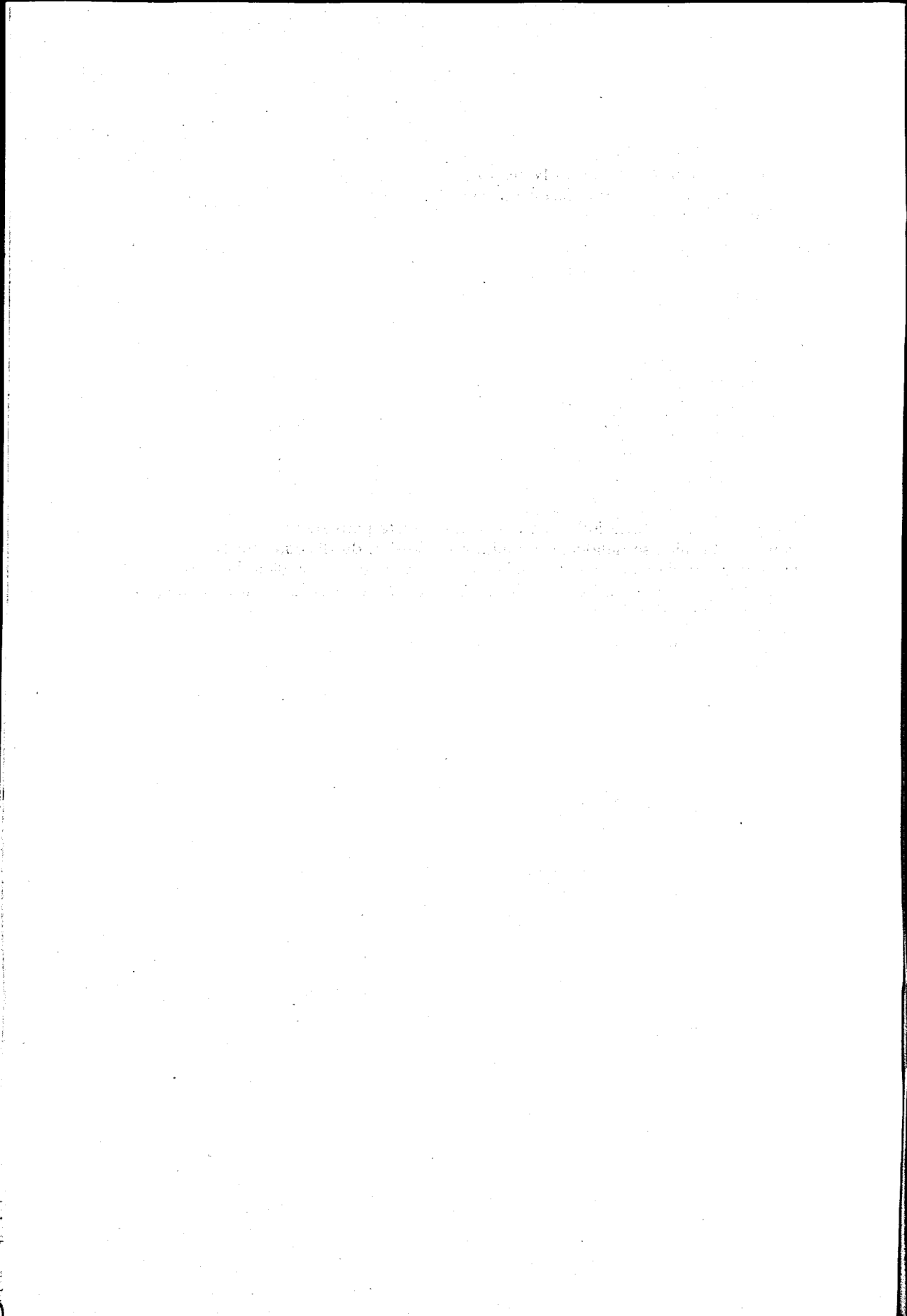
- Aperçu général 28
- Pourquoi un forum national ? 29
- Les ateliers 31
- Les nouveaux intervenants 35

Un regard vers l'avenir 38

- Un impératif moral 39
- Les besoins futurs 39
- La leçon 40
- Le rôle futur du Canada 41
- Le rôle de l'Afrique 42
- Une association au niveau international 43
- Une conclusion de poids 44

Annexes 45

- Rapport Videoscope sur Forum Afrique 45
- Organismes canadiens ayant participé à l'organisation de Forum Afrique 45
- « LE CANADA ET L'AFRIQUE : LA FAMINE : PLUS JAMAIS » Programme de la conférence nationale 51
- Participants à la conférence nationale des 13, 14 et 15 février 1986 53
- Documentation et dossiers Forum Afrique 56



Introduction

« En 1985, la famine africaine a transformé le monde en une communauté unique, et c'est là un événement historique en soi », écrivait le *Globe and Mail* de Toronto dans son éditorial du Nouvel An. La tragédie et l'horreur caractérisant la famine avaient ainsi, d'une façon ou d'une autre, dépassé les structures établies, les canaux officiels, les échanges commerciaux et les programmes d'aide. C'est ce qu'a exprimé de façon particulièrement vivante Bob Geldof, le musicien de rock, quand on lui a demandé si « charité bien ordonnée ne devrait pas commencer chez soi ». Il a répondu : « Que voulez-vous dire par là ? *Chez nous, c'est la terre toute entière.* » Quant à Gerry Barr, du Bureau des Métallos unis d'Amérique, il a déclaré : « Nous nous trouvons devant une population sensibilisée à l'extrême, et à qui l'on vient d'ouvrir brusquement bien des fenêtres... Ce fut une expérience à la fois choquante et excitante qui a jeté bien des ponts; c'est là quelque chose que l'on doit préserver à tout prix, ou presque ».

Face à la crise en Afrique, la réaction du monde entier a été immédiate et sans précédent. Au Canada, près d'un million de personnes ont donné en moyenne 60 \$ pour empêcher que 30 millions d'Africains meurent de faim. Forum Afrique s'est efforcé de saisir cette générosité et cet état d'esprit général de façon que le public nouvellement mobilisé puisse influencer désormais les politiques nationales. Forum Afrique a été lancé en réponse à une demande du Comité permanent sur les affaires extérieures et la défense nationale, requérant l'extension du dialogue sur l'aide canadienne. Dans le cadre de son second mandat, le Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine africaine, l'Honorable David MacDonald, a organisé dans le pays tout entier des réunions publiques visant à encourager les Canadiens

- à se tenir informés de la situation;
- à étudier des solutions à long terme redonnant aux Africains leur autonomie agricole et alimentaire; et
- à participer activement aux efforts d'aide à l'Afrique, par le biais de projets locaux.

Une tradition canadienne

Deux démarches antérieures, au moins, ont influencé la conception et le développement de Forum Afrique. Tout d'abord, depuis près de vingt ans, quelque 500 organismes assurant l'éducation en matière de développement informent les Canadiens de la nécessité d'un développement mondial. Ensuite, il faut préciser que la consultation, la discussion et l'intervention au niveau communautaire font depuis très longtemps partie de la vie canadienne, par le truchement de programmes et d'activités comme Farm Radio Forum, Citizens' Forum et la People's Food Commission. Il a été décidé que, pour demeurer dans l'esprit de ces pionniers, Forum Afrique devait intervenir au niveau des communautés en utilisant la télévision et les téléconférences pour établir la communication avec les habitants de diverses localités, dont certaines très isolées.

Du début à la fin, le processus du Forum dura près de sept mois. Les discussions locales commencèrent en Colombie-Britannique et au Yukon en octobre 1985, pour se poursuivre le mois suivant dans les provinces de l'Atlantique et atteindre les Prairies en décembre. Elles se terminèrent en janvier et février dans les Territoires du Nord-Ouest, en Ontario et au Québec. Cette tournée fut enfin couronnée par le forum national organisé à Ottawa les 13, 14 et 15 février 1986. Au total, plus de cinquante communautés canadiennes ont participé aux discussions sur la future politique canadienne à l'égard de l'Afrique. Ces discussions n'ont pas attiré seulement les personnes qui sont déjà intervenues en Afrique, mais également un nouveau groupe de Canadiens s'intéressant aux secours d'urgence.



Rick Patten à la conférence nationale, Forum Afrique

Forum Afrique s'est efforcé de mobiliser et de canaliser la réaction humanitaire des Canadiens face à la crise. On a compris que, l'initiative provenant du Bureau du Coordonnateur canadien des secours d'urgence, le Forum ne pouvait être efficace s'il ne reposait pas sur les communautés, les habitants de ces dernières assumant la responsabilité du leadership de Forum Afrique, lequel leur appartenait. Il fallait donc que des groupes locaux, provinciaux et régionaux (composés de représentants des ONG, des églises, des établissements pédagogiques, du monde des affaires, des syndicats, des municipalités et des médias) prennent en charge le programme, sa promotion et les autres activités. Quant à lui, le Bureau du Coordonnateur pouvait offrir les documents-ressource, l'aide à la promotion et les autres ressources demandées par les groupes.

Au cours des étapes de préparation et pendant les discussions, on a encouragé le recours aux téléconférences et l'on a décidé que, dans toutes les régions, des émissions télévisées assureraient l'ouverture et la clôture des débats locaux. Face à ces initiatives, la réaction a varié d'une communauté et d'une région à l'autre. Au départ, nombre d'entre elles ont remis en question les objectifs de Forum Afrique. De plus, on a souvent dû adapter les intentions originales au fur et à mesure du déplacement de Forum Afrique dans les régions. Dans certains cas, les organisateurs locaux déclarèrent que les documents, les affiches et les annonces publiques n'étaient pas acceptables; ces documents furent alors adaptés ou rejetés.

Création de nouveaux réseaux

Forum Afrique fut lancé le 4 septembre 1985, lors d'une réunion suivie d'une conférence de presse dans les hôtels de ville d'Ottawa et de Hull. Dans les semaines qui précédèrent ce lancement, la Fédération des municipalités canadiennes aida à transmettre le message concernant Forum Afrique. Les maires d'Ottawa et de Hull participèrent au lancement en compagnie du ministre des Relations extérieures; dans de nombreuses communautés, les maires et les autres élus soutinrent les activités locales et régionales du Forum.

Lors du lancement, on avait annoncé un calendrier prévoyant que les principales réunions locales se tiendraient de septembre à décembre dans l'ensemble des régions. Toutefois, avec seulement six semaines de préavis, les bénévoles déjà très occupés trouvèrent que les activités commençaient beaucoup trop tôt. On modifia donc le calendrier et chaque région adopta sa propre méthode.

On s'efforça le plus possible de faire appel aux réseaux existants. En Colombie-Britannique, les collègues communau-

taires jouèrent un rôle crucial, tout comme, en Saskatchewan et au Manitoba, les conseils provinciaux de coopération internationale. En Ontario et en Alberta, des particuliers et des groupes très divers travaillèrent ensemble, qu'il s'agisse des universités, des centres d'apprentissage, des clubs de services et des maires. Au Québec, c'est le mouvement des coopératives de crédit et les ONG qui montrèrent le chemin. Enfin, dans les Maritimes divers organismes non gouvernementaux agirent de même.

Pour soutenir et promouvoir les activités locales et régionales de Forum Afrique, on avait préparé une campagne de presse comprenant des troussees d'information et d'autres documents de promotion. Les médias, particulièrement la télévision, permirent d'atteindre le plus vaste auditoire possible et de lui donner les dernières informations non seulement sur la situation en Afrique, mais aussi sur les activités de Forum Afrique auxquelles il était invité à participer.

Le calendrier des réunions était le suivant :

**RÉGION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
ET DU YUKON,**

10 communautés, 15-19 octobre 1985

Colombie-Britannique

Fort St. John
Kamloops
Nanaimo
New Westminster
North Vancouver

Prince George
Terrace
Vancouver
Victoria

Yukon

Whitehorse

RÉGION DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST,

16-17 octobre 1985 et 2 février 1986

Yellowknife

Frobisher Bay

Arctique oriental
et central

RÉGION ATLANTIQUE,

26-30 novembre 1985

**Nouveau-
Brunswick**

Bathurst
Caraquet
Campbellton
Edmundston
Moncton
Saint-John

**Nouvelle-
Écosse**

Halifax
Port Hawkesbury
Sydney

**Île-du-Prince-
Édouard**

Charlottetown

RÉGION DES PRAIRIES,

10 communautés, 3-7 décembre 1985

Alberta	Saskatchewan	Manitoba
Athabasca	Prince Albert	Thompson
Calgary	Regina	Winnipeg
Edmonton	Saskatoon	
(Medicine Hat)	Swift Current	

RÉGION DE L'ONTARIO,

14 communautés, 14-18 janvier 1986

Guelph	Ottawa	Timmins
Hamilton	Peterborough	Toronto
Kenora	Sault-Sainte-Marie	Waterloo
Kingston	Scarborough	Windsor
London	Thunder Bay	

RÉGION DU QUÉBEC,

6 communautés, 21-25 janvier et 6 février 1986

Chicoutimi	Québec	Sherbrooke
Montréal (2)	Rimouski	

La conférence nationale de Forum Afrique a été organisée à Ottawa les 13, 14 et 15 février; une émission de huit heures sur le canal parlementaire de Radio-Canada lui a été consacrée le samedi 15 février 1986.

Contenu

Dès le début, on s'est inquiété de la mesure dans laquelle on devait diriger les discussions locales. En fait, les orateurs, les exposés de groupes, les personnes-ressources, les questions préparées à l'avance et, dans certains cas, les documents de travail préliminaires ont stimulé les discussions qui ont abouti à des centaines de recommandations émanant de plus de cinquante communautés. Par ailleurs, nombre de communautés ont élaboré des plans d'action pour étudier, entre autres, des projets de « jumelage », permettant la participation directe des populations.

Beaucoup de recommandations étaient semblables et l'on a pu les regrouper en 13 catégories :

1. augmentation du financement des ONG et admission du fait que les secours d'urgence et l'aide à long terme sont assurés de façon plus efficace par les organismes non gouvernementaux, par opposition à une intervention de gouvernement à gouvernement;
2. nécessité d'une meilleure éducation du public; il est suggéré d'améliorer l'information et la coopération tout en augmentant la participation du système pédagogique et des médias;

3. inquiétude concernant la pratique actuelle voulant que l'aide bilatérale soit associée à l'achat de biens et services canadiens;
4. jumelage entre villages et autres liens entre communautés sont particulièrement utiles pour sensibiliser le public et mobiliser les communautés;
5. question de l'opposition armements-développement : le Canada pourrait jouer un rôle de leader et persuader les États africains de mettre fin aux conflits civils; possibilité de réduire les dépenses militaires et d'augmenter le budget de l'aide;
6. problème de la dette africaine et mesure dans laquelle son remboursement menace de nombreuses économies d'Afrique. Proposition de plusieurs mesures, prévoyant notamment la révision du calendrier des paiements et du service de la dette;
7. nécessité de soutenir davantage la formation professionnelle et technique des Africains, en insistant particulièrement sur l'accès des femmes africaines à une vaste gamme de programmes de formation, en Afrique et au Canada;
8. importance de l'établissement d'associations avec les Africains, l'aide apportée aux niveaux local, national et international répondant à des besoins déterminés par les Africains eux-mêmes. C'est là un élément fondamental dans ce type d'association;
9. questions liées à l'objectif d'autonomie alimentaire; importance de l'eau, de la santé et de la technologie appropriée, dans la poursuite de cet objectif;
10. souci que les programmes et politiques d'aide respectent et reflètent le rôle crucial des femmes dans tous les aspects de la société africaine, et plus particulièrement dans la production agricole;
11. demande d'une aide accrue, et inquiétude face à la réduction de l'aide canadienne au développement à l'étranger;
12. nécessité d'améliorer la consultation et la coopération entre les ONG et le gouvernement du Canada, entre pays donateurs et au sein des nations africaines;
13. inquiétude concernant l'impact potentiel de l'aide alimentaire sur la production locale de nourriture, et importance de prévoir un stockage et un transport adéquats permettant d'assister les producteurs locaux.

Alors que des groupes participaient aux activités de Forum Afrique, d'autres manifestations étaient organisées. Des conférences, des publications, des émissions de radio et de télévision offraient de très nombreuses informations sur la reprise en Afrique. Exemple : « Canada Africa: Common

Cause » fut publié par le Groupe des 78. Ainsi que l'écrivit King Gordon dans son article à la fin de l'ouvrage, « il se peut que nous venions de traverser l'une des grandes lignes de démarcation de l'Histoire ». Or, cette prise de conscience mondiale fut évidente dans la plupart des discussions locales et régionales.

Forums Régionaux

RÉGION DE COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DU YUKON — 15-19 octobre 1985

La décision de faire commencer Forum Afrique en Colombie-Britannique fut prise pour deux raisons : d'une part, la remarquable réaction stimulée par le comité du maire de Vancouver, visant à aider les victimes de la famine africaine et, d'autre part, son acceptation du rôle de leader.

À l'issue d'une réunion d'organisation tenue à la mi-août, Paul Gallagher, président du Vancouver Community College (VCC), écrivit aux quatorze autres collègues communautaires de la province. Il demanda aux présidents de chacun de ces établissements de nommer un responsable de réunion, de promouvoir et d'organiser la manifestation et de fournir des locaux pour les groupes de discussion. Huit collègues répondirent au défi lancé par Paul Gallagher.

Installé au VCC de Vancouver, le groupe de travail eut souvent recours aux téléconférences, assumant la responsabilité de la coordination provinciale de Forum Afrique. Plusieurs comités furent ainsi constitués, et l'on embaucha quelqu'un pour aider le groupe de travail. Enfin, un sous-comité prépara un document de base détaillant les grandes questions d'aide, d'après les questions clés suivantes :

- Pourquoi l'Afrique ne peut-elle subvenir à ses besoins alimentaires ?
- Quel type de programmes le Canada offre-t-il au titre de l'aide ?
- Quels sont les divers types de problèmes ?
- Quelle est l'importance de l'éducation dans les nations africaines ?
- Quelles sont les ressources qui sont les mieux adaptées ?
- Comment le Canada peut-il aider au développement des ressources appropriées ?
- Quelles forces influencent et déterminent la façon dont l'aide est conçue, livrée et distribuée ?
- Que faire par la suite ?

Le groupe de travail prépara également des documents de promotion et distribua près de 15 000 prospectus sur Forum Afrique à une vaste gamme d'associations : les ONG, les partis politiques, les syndicats, les groupements



Charles Bassett, Betty Plewes, David Cadman et David MacDonald à l'émission télédiffusée le 19 octobre 1985 au réseau Knowledge

féminins, les clubs de services, les universités, les conseils d'affaires, les conseils de planification sociale et les comités de relations inter-raciales, entre autres. Enfin, il distribua des trousse de Forum Afrique dans de nombreuses écoles de la province.

Pour des raisons administratives, le Yukon fut inclus dans la région de l'Ouest; toutefois, et cela n'est guère surprenant, ni les habitants du Yukon ni ceux de la Colombie-Britannique n'eurent l'impression de faire partie d'une telle région. Les premiers contacts furent pris en août à Whitehorse. Contrairement à Vancouver, cette ville ne possédait aucun réseau d'organismes ayant participé aux appels en faveur de la famine africaine. Cependant, dès septembre, plusieurs personnes jouissant d'une certaine expérience de l'Afrique et intervenant déjà bénévolement au sein d'organismes de développement international aidèrent à l'organisation.

Le groupe de travail de Whitehorse regroupait des représentants de divers secteurs de la communauté qui utilisèrent leurs propres réseaux pour promouvoir le Forum. Whitehorse montra comment une communauté relativement modeste pouvait aborder sérieusement une question aussi grave; par exemple, la conférence de la Yukon Teachers' Association accueillit une exposition de Forum Afrique. Cela mena à la distribution de documents dans les écoles locales et, finalement, à la diffusion des trousse de Forum Afrique

dans toutes les écoles du Yukon. On offrit également des films sur l'Afrique et l'on encouragea les établissements scolaires à réserver, dans tous les cours, un moment pour discuter de la famine africaine. De plus, la station de radio locale diffusa une série d'interviews présentant des habitants du Yukon qui avaient travaillé en Afrique, ainsi que des autochtones âgés qui avaient connu la famine.

La semaine de Forum Afrique

Bien que les médias de Vancouver n'aient pas réagi aux efforts de promotion du Forum, David Cadman, président pour la Colombie-Britannique, parvint, dans les quelques jours précédant la manifestation, à organiser dans toute la province la couverture médiatique de la visite de David MacDonald. En fait, Forum Afrique coïncida avec la Journée mondiale de l'alimentation, ce qui, rétrospectivement, semble avoir été une erreur; en effet, les deux manifestations mobilisaient les mêmes groupes d'intérêt et l'attention des médias fut partagée.

Au Yukon, le groupe de travail obtint une excellente couverture médiatique. Le Commissaire du Territoire annonça une « semaine de sensibilisation à la famine africaine » au cours de laquelle, chaque soir, une émission de télévision d'une heure évoquait les questions africaines. Cette même semaine, la visite de David Macdonald permit de promouvoir la manifestation et de fournir des informations récentes sur la situation en Afrique.

La manifestation elle-même

La fin de semaine consacrée aux activités de Forum Afrique en Colombie-Britannique et au Yukon commença sur une émission du réseau KNOWLEDGE dans la soirée du vendredi 18 octobre. Celle-ci décrivait les objectifs de Forum Afrique, présentait des interviews des organisateurs et indiquait certaines des causes de la famine africaine.

Le lendemain, des groupes se réunirent pour discuter de ces questions dans neuf communautés de Colombie-Britannique — Fort St. John, Kamloops, Nanaimo, New Westminster, Prince George, Terrace, Victoria, North Vancouver et Vancouver. À Whitehorse, où le jeudi soir un auditoire nombreux était venu entendre David MacDonald, l'atelier fut fortement suivi et très animé. Parmi les participants, on retrouvait des représentants des ONG, des étudiants, des enseignants et des membres du public. Plusieurs communautés combinèrent Forum Afrique avec d'autres activités. À Terrace, on organisa des loteries, des quêtes dans les églises, un bal et un banquet au pain et à l'eau pour réunir des fonds. À Victoria, un marathon de marche précéda les discussions et le Collège Douglas présenta des films et entreprit une collecte de fonds pendant la semaine.

Les rapports des groupes de discussion furent transmis par téléphone au réseau KNOWLEDGE, à la fin de l'après-midi. Ils furent enregistrés en prévision d'une deuxième émission télévisée d'une heure, diffusée le samedi soir; David Macdonald était alors accompagné de David Cadman, président local de Forum Afrique et membre de l'Association pour les Nations Unies, de Betty Plewes du SUCO et de Charles Basset de l'ACDI. Pendant l'émission, les invités eurent la possibilité de commenter tous les rapports. À vingt minutes de la fin, les téléspectateurs furent invités à téléphoner et les questions affluèrent en provenance de la Colombie-Britannique et du Yukon.

Les recommandations émanant des groupes portaient sur des questions communes à l'ensemble du pays. De plus, elles insistaient sur la nécessité de créer un organisme chargé de coordonner les programmes de secours et de reprise et sur la création d'un « régiment de la paix » réunissant des Canadiens expérimentés. D'autre part, les recommandations indiquaient le besoin d'instaurer un système d'éducation et d'information du public devant offrir régulièrement des nouvelles sur les crises, les progrès et les problèmes internationaux. Whitehorse et North Vancouver annoncèrent des plans visant à établir une « association » avec des communautés africaines. Enfin, plusieurs communautés décidèrent de conserver les réseaux créés lors de Forum Afrique pour intervenir aux niveaux de l'éducation, de la collecte de fonds et de la coopération.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Initialement, il avait été décidé que Forum Afrique se tiendrait dans les Territoires du Nord-Ouest au début du mois de décembre. Cependant, la date choisie gênait les élections municipales et elle fut reportée, coïncidant ainsi avec les activités en Colombie-Britannique et au Yukon. Les premiers contacts furent pris un mois seulement avant la manifestation et l'on entreprit alors de diffuser les documents de Forum Afrique dans les églises, les écoles et les ONG. La visite de David MacDonald à Yellowknife, au milieu du mois d'octobre, fit l'objet d'une bonne couverture médiatique et des réunions furent organisées avec les représentants des églises et des autorités municipales et territoriales. Les émissions du réseau KNOWLEDGE de Colombie-Britannique furent diffusées à Yellowknife les 18 et 19 octobre. Or, si cette activité permit de bien faire connaître la manifestation, aucun atelier ne fut organisé à Yellowknife pendant cette fin de semaine d'octobre.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, Forum Afrique se déroula le 2 février 1986, sous la forme d'une émission de télévision de deux heures avec participation des téléspectateurs. L'émission était diffusée depuis Frobisher Bay. L'Inuit

Broadcasting Corporation (IBC) réalisa l'émission en inuktitut, les services de CBC assurant l'interprétation simultanée en anglais à la radio. Ainsi, l'émission put atteindre toutes les communautés de l'Arctique central et oriental. L'élément central de l'émission fut la projection d'un film d'une demi-heure intitulé « People of the Sand », produit par l'IBC et décrivant la visite en Éthiopie d'une délégation inuit, en novembre 1985.



Henry Evaluardjuk, sculpteur, séquence des « Gens du Sable »

La réaction des téléspectateurs qui téléphonèrent montra que la famine africaine avait particulièrement impressionné les Inuit, lesquels avaient encore en mémoire la famine qui les avait touchés il y a quelques dizaines d'années. Dans leurs appels téléphoniques, les téléspectateurs accordaient la priorité à la poursuite de la contribution aux secours et efforts de reprise en Afrique, ainsi qu'à la nécessité de modifier la politique canadienne; ils suggéraient de réduire le budget de l'armement et d'allouer les fonds ainsi réunis pour combattre la faim et la pauvreté.

RÉGION DE L'ATLANTIQUE — 26-30 novembre 1985

Dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, Forum Afrique fut organisé par des groupes intervenant au niveau local. Les réunions se déroulèrent pendant quatre journées et prirent plusieurs formes, à savoir des conférences, des ateliers, des assemblées publiques, des téléconférences et de petits « comités » chez des particuliers. Le personnel impliqué fut différent de celui des autres régions. Les participants locaux travaillèrent à temps partiel depuis l'Université St.

Francis Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse), « Femme en focus » et l'OCCDP (Organisation canadienne catholique pour le développement et la paix) au Nouveau-Brunswick. Les groupes de travail locaux élaborèrent leurs propres programmes et calendriers d'activités sans pour autant constituer un groupement provincial ou régional. La seule exception fut la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick où plusieurs villages et municipalités collaborèrent étroitement lors de la conception de leurs programmes.

Dans le but d'assurer une certaine souplesse et de permettre l'accès le plus vaste possible, on réalisa des bandes vidéo en français et en anglais, afin de stimuler les discussions sur la famine. Ces bandes furent envoyées aux communautés acadiennes d'Edmundston, Caraquet, Bathurst et Campbellton au Nouveau-Brunswick, et à Sydney et Port Hawkesbury au Cap Breton.

Une troisième émission fut diffusée le samedi matin par le réseau ASN (Atlantic Satellite Network) dont l'auditoire potentiel représente 70 pour 100 de la population des trois provinces maritimes. ASN diffusa en fait deux programmes. Celui du matin réunissait un groupe d'experts canadiens et africains discutant des causes de la famine en Afrique, de la réaction du Canada et du rôle de notre pays dans le cadre de la reprise et du développement. L'après-midi, ce même groupe répondit aux téléspectateurs de la région. Le groupe était constitué de John Godfrey, d'Ethiopia Airlift, Nigel Martin, du Conseil canadien pour la coopération internationale, Ahmed Mohiddin, du Programme d'information sur le développement international (Université Carleton), Gloria et Amon Nikoi, du Centre d'études africaines (Université Dalhousie) et Pierre Racicot, de l'ACDI. David MacDonald jouait le rôle d'animateur.

Nouveau Brunswick : à Moncton, le maire George Rideout, l'OCCDP et CN Marine assurèrent la promotion préalable de la manifestation et l'organisation d'une conférence au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick. Le cabinet du maire fut particulièrement efficace lorsqu'il organisa la couverture médiatique de la manifestation. À Moncton, le Coordonnateur canadien des secours d'urgence visita quatre établissements d'enseignement secondaire et s'adressa à des milliers d'élèves.

À Saint John, l'Association multiculturelle, la Croix-Rouge et la Journée mondiale de l'alimentation organisèrent deux réunions. Au cours de la première, des représentants des ONG étudièrent les buts et objectifs de Forum Afrique en compagnie du Coordonnateur. Une conférence de presse eut lieu au bureau provincial de la Croix-Rouge. Quant aux résidents acadiens d'Edmundston, Caraquet, Bathurst et Campbellton, ils visionnèrent le programme télévisé et purent téléphoner pour faire connaître leurs com-

mentaires et leurs conclusions à l'issue des réunions. Les participants étudièrent les causes complexes de la crise sévissant en Afrique, aux niveaux environnemental, économique, politique et social.

Nouvelle-Écosse : à Halifax et Dartmouth, Forum Afrique profita de l'élan engendré par Ethiopian Airlift et par plusieurs programmes de télévision produits par le présentateur de nouvelles David Right (Atlantic Television Network). La conférence de presse tenue par Ron Wallace et John Savage, respectivement maires d'*Halifax* et de *Dartmouth*, fut un élément de promotion pour Forum Afrique à Halifax. Cette manifestation était organisée par Ethiopia Airlift, le Centre des études africaines et le Centre de développement international de l'Université St. Mary. La conférence de Forum Afrique commença le vendredi à midi, pour se terminer le samedi après-midi. Des tables rondes et la présentation de bandes vidéo permirent d'étudier les possibilités de reprise à long terme en Afrique. Une soirée africaine organisée le vendredi par l'Association des étudiants africains de l'Université Dalhousie constitua une toile de fond pittoresque. La conférence attira les habitants de plusieurs communautés de l'Est de la province qui étaient intervenus par le truchement des comités d'action sociale paroissiale et des antennes locales de Développement et paix.



Pierre Racicot, John Godfrey, Nigel Martin et Gloria Nikoi au réseau Atlantic Satellite Network le 30 novembre 1985

Des discussions locales eurent lieu à *Port Hawkesbury*, attirant des participants de St. Peter et de Havre Boucher. Les discussions portèrent sur tous les aspects de la gestion des écosystèmes, et plus particulièrement sur le reboise-

ment, l'irrigation, la production de carburants et l'agriculture. Ces mêmes thèmes furent étudiés par les habitants de plusieurs localités du Cap Breton lors de la réunion de Sydney, organisée par le Collège universitaire de Cap Breton. Tout comme en Colombie-Britannique, les idées d'échanges culturels et professionnels entre jeunes gens et le jumelage des communautés intéressèrent les participants.

Île-du-Prince-Édouard : parmi les activités organisées à Charlottetown pendant la semaine du 25 novembre, il convient de citer une conférence de presse de l'adjoint au maire, Jack Ready, et les discussions tenues au Centre multiculturel, auxquelles participèrent la Journée mondiale de l'alimentation, « Farmers Helping Farmers » et le Federated Women's Institute. La réunion de Charlottetown porta plus particulièrement sur le rôle des femmes dans le cadre du développement, sur les petites exploitations agricoles et sur le développement des ressources humaines en Afrique. Les participants accordèrent également la priorité à la planification à long terme et à l'offre d'une aide adéquate à l'Afrique.

Terre-Neuve : dans cette province, la population s'intéressa beaucoup à la famine africaine. Bien qu'aucune activité de Forum Afrique n'ait été organisée à Terre-Neuve, l'Université Memorial accueillit un orateur de l'ACDI pendant la semaine réservée au Forum.

Plus encore qu'ailleurs, les recommandations émanant des Maritimes reposaient fermement sur l'expérience sociale et économique de la région. Par exemple, les pêcheurs souhaitaient établir des relations avec leurs collègues du Tiers-monde; les régions productrices de charbon désiraient offrir ce produit là où il était utile; enfin, on nota une tendance favorisant les entreprises à petite échelle, au niveau des villages. Parmi les priorités évoquées, citons : une technologie adéquate, l'autonomie alimentaire et le développement agricole. Les participants approuvèrent également des recommandations sur le jumelage de villes et villages canadiens et africains, et sur l'intensification de la formation interculturelle des Canadiens travaillant avec les Africains. Comme dans les autres régions, la plupart des communautés accordèrent également la priorité à l'éducation publique au Canada, à l'augmentation du financement des ONG et à la réduction du pourcentage de l'aide conditionnelle.

Une entreprise internationale lancée par des dessinateurs humoristiques canadiens et américains (« Cartoonists for Africa »), centrée sur la faim dans le monde, créa un climat idéal pour Forum Afrique dans la région de l'Atlantique. Ainsi, la publication d'éditoriaux et de dessins humoristiques dans tous les grands quotidiens, le lundi 28 novembre, fut particulièrement opportune.

RÉGION DES PRAIRIES — 3-6 décembre 1985

Le monde des affaires a joué un rôle plus actif au Manitoba et en Alberta. En Saskatchewan, Forum Afrique parvint heureusement à utiliser le solide réseau d'ONG, lequel est très lié avec les agriculteurs, les syndicats, les enseignants et d'autres professionnels.

Les activités de Forum Afrique eurent lieu dans neuf communautés des trois provinces. Ces dernières n'eurent pas recours aux groupes de travail, préférant un mode d'organisation quelque peu différent. En Saskatchewan, le Council for International Co-operation (SCIC) utilisa son réseau provincial et embaucha des organisateurs à temps partiel pour coordonner les activités des quatre communautés. Ce personnel provenait d'organisations membres du SCIC. Le Manitoba Council for International Co-operation (MCIC) se concentra quant à lui sur les ONG de la région de Winnipeg, alors que le « Brandon's Marquis Project » organisait une réunion dans le nord du Manitoba. En Alberta, plusieurs groupes organisèrent des manifestations de Forum Afrique dans quatre communautés, pendant la première semaine de décembre puis en janvier et en février. En Saskatchewan, les réunions attirèrent plus de participants que dans les deux autres provinces.

Le 6 décembre, les stations locales de télévision par câble diffusèrent dans toutes les Prairies une émission d'une heure sur la reprise et le développement. Ce programme avait été conçu spécialement pour stimuler les discussions de Forum Afrique dans la région. À Winnipeg, la CBC assura la production d'une émission pour le compte du Coordonnateur canadien des secours d'urgence. Les discussions, animées par David MacDonald, réunissaient Stewart Clark, du Mennonite Central County, Bill Harding, du SCIC, Ahmed Mohiddin, de l'Université Carleton, Rick Ward, de l'ACDI, et Susan White, d'Oxfam.

L'agriculture, véritable pilier de la vie des Prairies, fut le point central des discussions. Ayant vécu et travaillé en Afrique, les personnes qui participèrent à la table ronde utilisèrent leurs connaissances et leur expérience pour suggérer aux agriculteurs et aux citoyens la façon de concevoir des programmes adéquats. Le samedi après-midi, au Stampede Centre de Calgary, parmi les sons et les odeurs d'un concours de volailles, David MacDonald présida deux séances plénières reliant huit communautés des Prairies par téléconférence. Pour la première fois dans le cadre de Forum Afrique, divers groupes de la région pouvaient échanger directement des informations, et la discussion fut très animée.

Manitoba

Le 3 décembre, à Winnipeg, le maire William Norrie offrit un petit déjeuner d'affaires suivi d'une conférence de presse et de plusieurs interviews radiodiffusées. Un atelier d'une journée organisée par le MCIC insista sur le rôle des ONG face à la crise, étudiant les besoins en éducation et en information du public. À *Thompson*, les représentants d'une dizaine d'autres communautés du Nord se rassemblèrent le samedi matin pour concevoir un réseau d'éducation en matière de développement, propre au Nord du Manitoba. Cette réunion fut suivie d'un atelier sur l'Afrique, tenu pendant l'après-midi sous la direction du « Marquis Project », agence d'éducation en matière de développement basée à Brandon.



Ahmed Mohiddin, Susan White et David MacDonald à l'émission produite à Winnipeg pour les Prairies

Saskatchewan

Le Saskatchewan Council for International Co-operation organisa le samedi des ateliers dans quatre communautés de la province. Ces manifestations reçurent une forte attention de la part des médias et jouirent du soutien d'un grand nombre de communautés. À *Regina*, un déjeuner d'affaires organisé le 3 décembre — suivi d'une conférence de presse et d'interviews radio et télédiffusés — inaugura les manifestations de la semaine dans cette ville. L'atelier du samedi fut particulièrement centré sur le développement des ressources humaines, la recherche, l'éducation, la nécessité d'une offre efficace de l'aide par le truchement des ONG, l'autonomie

africaine, les programmes agricoles et le problème complexe de la dette africaine. À *Saskatoon*, les participants se concentrèrent sur des questions similaires, évoquant notamment les priorités et les programmes d'aide canadienne à l'étranger. À *Swift Current*, on s'intéressa plus particulièrement à la nécessité de libérer l'aide et de gérer les écosystèmes, dans le but de parvenir à l'autonomie alimentaire. À *Prince Albert*, la priorité fut accordée au besoin de concevoir des programmes réservés aux femmes, aux activités plus fondamentales et à la libération de l'aide. Les communautés agricoles des Prairies utilisèrent leurs connaissances spécifiques pour envisager le meilleur moyen possible d'aider les Africains à obtenir des récoltes plus abondantes.

Alberta

La Croix-Rouge provinciale offrit son soutien administratif et plusieurs autres organismes, dont l'Association des étudiants africains, l'African Association of Alberta, l'International Student Centre, le Learner Centre et le Groupe interconfessionnel pour la famine africaine collaborèrent pour organiser deux forums publics à *Edmonton*. L'adjoint au maire de cette ville, Percy Wickham, tint également une conférence de presse sur la question. À *Calgary*, le maire Ralph Klein organisa une conférence de presse. Enfin, la Croix-Rouge, l'Arusha International Development Resource Centre et le Southern Alberta World Development Animators Project présentèrent en collaboration un forum le vendredi soir. Il n'est pas surprenant que les ateliers du samedi se soient plus particulièrement intéressés à la production alimentaire, à l'agriculture et aux technologies adéquates. Ces activités furent parrainées par les employés d'Amoco Canada Petroleum et par le Jaycees' Outstanding Young Farmers Program. En outre, l'Université d'*Athabasca* tint une discussion sur les politiques et les programmes d'aide à l'étranger.

Les deux groupes organisateurs de *Calgary* perçurent les réunions de décembre comme le début des discussions de Forum Afrique dans leurs communautés, et ils continuèrent à se réunir au début de la nouvelle année. Le groupe de travail des ONG à *Calgary* et le Learner Centre de *Medicine Hat* tinrent d'autres discussions sur Forum Afrique, en conjonction avec les dix « journées pour le développement mondial », en janvier et février 1986. Parmi les projets, citons le parrainage de la prochaine équipe médicale des clubs Kin, par les Stampede City Kinsmen de *Calgary*. Il fut également prévu de rediffuser l'émission de télévision d'une heure sur Forum Afrique dans diverses communautés des Prairies, au début de 1986.

RÉGION DE L'ONTARIO — 14-18 janvier 1986

En Ontario, Forum Afrique débuta lorsque les membres de l'African Famine Relief Network de Guelph et Susan James du Centre des programmes internationaux de l'Université de Guelph décidèrent de créer un groupe de travail représentant quinze communautés de l'Ontario. Des tentatives antérieures visant à encourager les organismes de Toronto à aider Forum Afrique avaient échoué.

La création d'un groupe de travail à l'échelle de la province, chargé d'organiser les forums, fut propre à l'Ontario et s'avéra efficace. Étant donné que le Forum ontarien avait été reporté d'octobre à janvier, les organisateurs purent profiter du nouveau délai de préparation. Utilisant intensivement les téléconférences, le groupe de travail ont-



Séquence du Forum Afrique à Ottawa le 18 janvier 1986

rien offert leadership, orientation et soutien aux groupes locaux chargés d'organiser les forums dans une quinzaine de communautés.

Un employé, basé au Centre for International Programs, apporta le soutien nécessaire au groupe de travail ontarien. Ce dernier rédigea un document d'information traitant les questions suivantes :

- Comment mon argent a-t-il été dépensé ?
- A-t-il été utile ?
- La famine africaine est-elle terminée ou va-t-elle se poursuivre pendant des années ?
- La crise était-elle un phénomène naturel attribuable à la malchance, ou bien un événement résultant de l'erreur humaine et d'une mauvaise politique ?
- Doit-on espérer une reprise ?
- A-t-on des exemples de succès ?
- Pourquoi le Canada a-t-il intérêt à intervenir ?
- Notre action peut-elle être efficace ?
- Quelle orientation doit-on donner à la politique canadienne, à l'avenir ?
- Que puis-je faire ?

Publicité/sensibilisation

Les communautés de l'Ontario assurèrent la publicité des forums locaux en recourant à des affiches, des avis dans les journaux, des annonces impliquant les services publics et des envois postaux. Dans la semaine qui précéda le Forum, on présenta également des interviews d'organiseurs locaux, dans le cadre d'émissions radio et télédiffusées ou dans les articles de journaux. Plusieurs communautés reçurent l'aide de leurs maires, lesquels annoncèrent officiellement des journées ou des semaines de l'Afrique.

Forum Afrique a permis de savoir que, dans les petites municipalités ontariennes, la presse écrite et la télévision régionales étaient heureuses d'aborder un problème aussi vaste et international, sortant du cadre normal de leurs centres d'intérêt.

Le Forum

En Ontario, la première manifestation fut une discussion animée de 90 minutes sur les causes politiques, sociales et économiques de la famine, ainsi que sur les éléments favorables et défavorables à l'aide internationale. Cette discussion fut diffusée sur les ondes de TV Ontario dans le cadre de son émission « Speaking Out ». Quant à la reprise en Afrique, elle fut étudiée par une table ronde regroupant David MacDonald, Nigel Martin du CCIC, Negisti Hintsa de l'Eritrean Relief Association et le journaliste Peter Worthington. L'auditoire fut évalué à 750 000

télespectateurs. L'intérêt considérable soulevé par cette question fut manifeste puisque 25 000 personnes jugèrent utile de téléphoner pour faire connaître leurs réponses à une question posée en studio : « Les problèmes de famine en Afrique dépassent-ils l'aide extérieure ? » S'il est indubitable que l'émission a éveillé l'intérêt à l'égard de Forum Afrique, d'aucuns se sont inquiétés du caractère provocateur et controversé du programme. Ce dernier a toutefois servi de base le lendemain, dans de nombreuses écoles d'Ontario, à des débats sur la question.

Des ateliers et autres manifestations de Forum Afrique eurent lieu à Kitchener-Waterloo, Windsor, Timmins, London, Toronto, Ottawa, Kenora, Sault Ste-Marie, Hamilton, Peterborough, Scarborough, Thunder Bay, Kingston et Guelph. Le samedi à midi, onze de ces communautés furent reliées par téléconférence pour échanger des opinions et formuler un ensemble de recommandations.

Pour la première fois, la plupart des communautés utilisèrent les formulaires d'évaluation permettant aux organisateurs d'estimer la participation et les résultats des ateliers. Les trois quarts des participants aux forums des différentes communautés avaient donné de l'argent pendant la crise, mais seulement la moitié d'entre eux travaillaient activement avec les ONG. Enfin, cinquante pour cent des participants déclarèrent qu'ils avaient changé d'avis à l'issue des discussions, et la plupart d'entre eux indiquèrent leur intention d'intervenir plus activement, et de ne pas se contenter de verser plus d'argent.

Les recommandations émanant des réunions organisées dans l'ensemble de l'Ontario furent centrées sur les thèmes communs à toutes les régions. La question des frais d'études élevés exigés des Africains par les universités canadiennes fut soulevée par plusieurs communautés. En outre, les participants déclarèrent que l'efficacité des ONG pourraient être associée à l'action du gouvernement au Canada et en Afrique si l'on créait un organe permanent de liaison. Enfin, la priorité fut également accordée à une plus forte coordination entre les ONG de l'Ontario, et entre ceux-ci et le gouvernement de cette province.

Le groupe de travail ontarien mit sur pied un solide réseau grâce auquel les participants purent préparer des recommandations à la conférence nationale, ainsi que des mémoires aux comités parlementaires étudiant les questions de politique étrangère. Enfin, on jeta les bases d'un réseau permanent en mettant en contact les personnes s'intéressant aux questions de développement en Afrique, ou participant à celui-ci.

Au Québec, Forum Afrique prit un aspect à la fois fortement régional et international. Il fut organisé selon un mode décentralisé, les ONG locaux, les universités et les associations estudiantines internationales jouant un rôle actif.

La méthode initiale impliquant les maires et les municipalités ne put être utilisée au Québec, province où le gouvernement local s'occupe rarement de questions générales, considérées comme relevant du gouvernement provincial.

La date du Forum québécois étant passée d'octobre à fin janvier, les communautés bénéficièrent d'un temps d'organisation supplémentaire. À Rimouski et à Sherbrooke, les organismes bénévoles intervenant dans les activités de développement constituèrent des groupes locaux. Dans l'ensemble de la province, l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix assura, avec le Mouvement Desjardins, le leadership et l'organisation.

Au Québec, la couverture médiatique fut excellente et extrêmement vaste. Les troupes et les communiqués de presse, transmis à tous les journaux et aux stations de radio et de télévision, permirent de présenter un grand nombre d'articles et d'émissions ainsi que des documents publicitaires sur les manifestations de Forum Afrique. Par chance, Forum Afrique coïncida au Québec avec le passage de la série télévisée « Le Défi Mondial », basée sur le livre que Jean-Jacques Servan-Schreiber a consacré aux grands problèmes mondiaux. Cela a constitué une excellente toile de fond aux débats sur les problèmes de l'Afrique. Les forums québécois du samedi furent également précédés par un débat télévisé dans le cadre de l'émission populaire de Radio-Québec « Droit de parole ». Au cours de cette dernière, plusieurs participants venant principalement du Tiers-monde firent des déclarations personnelles et répondirent aux questions de 25 représentants des ONG québécois. L'émission, qui posait la question : « Êtes-vous prêts à faire plus pour l'Afrique ? », fut suivie par un auditoire évalué à 400 000 téléspectateurs.

L'objectif principal des réunions organisées au Québec était de rassembler des personnes intéressées par la coopération internationale et le développement, afin d'obtenir le partage des informations et la recommandation d'une orientation politique au gouvernement fédéral. Parmi les sujets évoqués lors des réunions de Forum Afrique, citons les suivants, particulièrement vastes : l'aide alimentaire, les femmes et le développement, les perspectives de développement en Afrique et les possibilités d'action aux niveaux local, provincial et national.



Droit de Parole le 26 janvier

Les ateliers organisés à *Chicoutimi* le 25 janvier portèrent principalement sur la production alimentaire, la santé, les projets communautaires et la planification des interventions futures. À *Montréal*, quatre ateliers furent consacrés à trois des thèmes ci-dessus, ainsi qu'au rôle du secteur privé sur le thème : « Et maintenant, que faire ? » La planification des interventions futures fut également le thème des ateliers de *Rimouski*, où les participants débattirent de l'aide alimentaire, des programmes canadiens d'aide à l'étranger et des

activités déjà menées dans la communauté. Quant aux discussions plénières de Forum Afrique à Sherbrooke, elles portèrent sur les diverses questions associées au thème de la planification en vue d'interventions ultérieures, et de l'orientation du développement international. Par ailleurs, les mécanismes et programmes devant aider les Africains dans leurs propres activités de développement et de production alimentaire firent l'objet des discussions organisées à Québec. Enfin, le 6 février, un Forum se déroula en anglais à Montréal et donna l'occasion d'étudier des questions similaires.

Toutes les réunions de Forum Afrique jouirent de la présence d'un grand nombre d'orateurs et de personnes-ressources possédant des connaissances et une expérience particulièrement vastes. En outre, plusieurs étudiants africains ou canadiens d'origine africaine participèrent aux débats et enrichirent les réunions de leurs connaissances spécifiques. Parmi les participants, on retrouva également un grand nombre de personnes intervenant au sein des ONG, des universités, du monde des affaires et du grand public.

Les communautés avaient décidé que le recours aux téléconférences distrairait les discussions, et que ce n'était pas là le meilleur moyen d'obtenir un rapport régional. C'est ainsi que l'on constitua une petite équipe de rapporteurs qui, ayant participé aux réunions, durent rencontrer les organisateurs locaux et rédiger un rapport contenant les recommandations. Le rapport québécois regroupe un grand nombre de thèmes déjà identifiés dans les autres régions. On accorda néanmoins une forte priorité à l'amélioration du fonctionnement des institutions et des programmes canadiens par le biais d'un financement, d'une coopération et d'une consultation supérieurs. Diverses recommandations insistèrent sur le soutien nécessaire aux femmes, sur leur participation et leur formation, ainsi que sur le développement global des ressources humaines en Afrique. La formulation d'un Code d'éthique de l'aide au développement, l'application des résolutions du nouvel Ordre économique mondial et les négociations sur le désarmement furent identifiées comme autant de facteurs qui devraient déterminer la politique étrangère du Canada.

Le Forum national

— 13, 14 et 15 février 1986

Aperçu général

Plus d'une centaine de délégués venant de l'ensemble du pays participèrent à la conférence nationale de Forum Afrique, organisée sur la Colline parlementaire d'Ottawa(*). La ministre des Relations extérieures, Madame Monique Vézina, ouvrit officiellement la conférence nationale, précédant une série de discours prononcés par plusieurs personnalités éminentes de la scène nationale et internationale qui jouèrent un rôle clé dans la réaction à la crise en Afrique. Parmi ceux-ci, citons Idé Oumarou, Secrétaire général de l'Organisation pour l'unité africaine, Maurice Strong, coordonnateur exécutif du Bureau des opérations d'urgence en Afrique (ONU/OEOA), Edgar Pisani, président du Comité préparatoire de la séance spéciale sur l'Afrique (devant se dérouler en mai 1986), Stephen Lewis, ambassadeur du Canada aux Nations Unies, Margaret Catley-Carlson et Ivan Head, qui président respectivement l'ACDI et le CRDI, Allan Gregg, chercheur et président de DECIMA Research, et enfin le coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique.

Tous les orateurs traitèrent du thème de la conférence, indiquant que la famine africaine était devenue un véritable « tournant », tant pour le public que pour les ONG et les institutions gouvernementales canadiennes et étrangères.

Certaines parties des séances de vendredi et de samedi furent diffusées par le canal parlementaire de Radio-Canada, transmis dans l'ensemble du pays par les réseaux de câble locaux. L'auditoire potentiel est de 40 000 personnes. Cette émission permit au plus grand nombre de personnes possible de participer à la conférence, et d'atteindre en particulier celles qui, ayant œuvré dans le cadre des forums régionaux, n'assistaient pas à la réunion nationale.

On a pris grand soin de faire en sorte que cette réunion soit véritablement nationale et représentative des divers intérêts et régions. Sur l'avis des organisateurs régionaux, du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le Bureau du coordonnateur des secours d'urgence envoya des invitations à 75 participants. Autant que possible, on s'efforça de réaliser l'équilibre entre les deux langues officielles, la demi-

(*) La réunion fut liée à la Journée de l'Afrique, manifestation parrainée conjointement par le Forum parlementaire international présentant de nombreuses expositions d'organismes canadiens intervenant en Afrique.

douzaine de régions, les organismes non gouvernementaux et les membres des autres secteurs — monde ouvrier, des affaires, des variétés, etc. — dont la participation avait été mobilisée par la crise. On invita également des députés à participer à la conférence et à écouter l'opinion exprimée par la population du Canada.



Journée de l'Afrique, sur la colline parlementaire à Ottawa le 13 février 1986

Pourquoi un Forum national ?

L'élément central de la conférence nationale fut que Forum Afrique s'adressait à un gouvernement qui sollicitait des conseils et souhaitait poursuivre son intervention efficace en Afrique. L'Honorable Monique Vézina, ministre des Relations extérieures, déclara dans son discours :

Forum Afrique fait partie du processus de consultation entrepris dans le cadre de la révision de notre politique étrangère. Nous souhaitons donner la parole aux Canadiens qui sont intervenus ces derniers mois pendant la crise africaine. Leur contribution sera extrêmement utile aux parlementaires chargés de formuler des recommandations au gouvernement.

Stephen Lewis, ambassadeur du Canada aux Nations Unies, sut très bien exprimer l'essence et l'importance de cette réunion nationale lorsqu'il déclara :

Cette conférence de Forum Afrique est à la fois un tournant et un début. La collaboration entre le Canada et l'Afrique a été efficace et ce, non seulement au niveau des Nations Unies, mais aussi sur le plan des valeurs fondamentales de la société canadienne.

Quant à l'enquêteur Allan Gregg*, il résuma dès le début l'état d'esprit et l'attitude de nombreux délégués de la conférence lorsqu'il passa en revue les résultats du sondage national qu'il réalisa pour déterminer l'opinion des Canadiens à l'égard de la famine africaine et des questions d'aide à l'étranger.

Je crois que la réaction canadienne face à la famine reflète bien l'opinion que les Canadiens ont d'eux-mêmes, précisa Allan Gregg. Dans le cadre d'autres travaux, nous avons découvert que les Canadiens se considèrent comme des gens pacifiques, tolérants à l'égard des opinions divergentes et des autres modes de vie; qu'ils sont charitables et que le pays tout entier partage ces qualités. Nous percevons une population qui comprend le problème et qui est persuadée qu'elle et son gouvernement font partie de la solution. Cette même population est d'avis que le Canada a un grand rôle à jouer dans l'aplanissement des difficultés internationales.

En fait, les résultats annoncés par Allan Gregg révélèrent que l'intérêt du public canadien à l'égard de la famine n'avait pas diminué du fait que la crise africaine ne faisait plus la une des journaux. En effet, le sondage montra que la crise avait aidé les Canadiens à mieux comprendre que, dans un monde qui rapetisse, nous sommes tous responsables de nos voisins.

Lors de la réunion, un grand nombre de participants furent d'avis que l'on ne devait pas laisser disparaître l'élan engendré par la crise et stimulé par Forum Afrique. La pro-

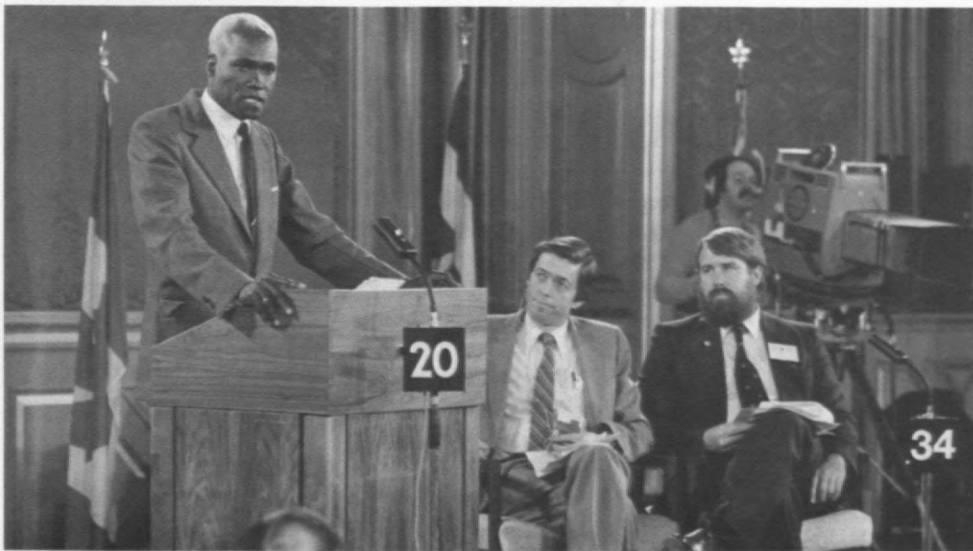
(*) Allan Greg est président de Decima Research Limited. Le Bureau du Coordonnateur a chargé Decima d'enquêter sur l'opinion des Canadiens à l'égard de la famine. Les résultats de ce sondage ont été publiés dans un autre rapport intitulé : **LES CANADIENS ET L'AFRIQUE : CE QU'ILS EN DISENT.**

fondeur et la variété des questions étudiées, tout comme la nature même du processus de consultation nationale, ne permit pas d'émettre à l'issue de la conférence une série de conclusions bien nettes et bien développées. On formula donc des suggestions sur ce que l'on devrait faire à l'avenir, en ce qui concerne plusieurs questions des relations canado-africaines, depuis l'étude en détail du « jumelage » des communautés jusqu'à celle du problème plus général que représente l'augmentation du niveau d'aide canadienne à l'Afrique.

Les ateliers

Après consultation des représentants du Bureau du coordonnateur canadien des secours d'urgence, du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), de Secours d'urgence à l'Afrique (SUA) et des régions, on formula quatre questions tenant compte des nombreux thèmes mentionnés dans les recommandations régionales. Voici ces questions :

- A-t-on besoin de nouvelles priorités ou de nouveaux objectifs ?
- A-t-on besoin de nouvelles structures ou institutions ?
- Est-il nécessaire de concevoir de nouveaux types de participation et de sensibilisation du public ?
- Doit-on envisager de nouvelles formes de coopération ?



Ide Oumarou, conférencier, le 15 février 1986; David MacDonald et David Cadman

Le samedi matin, les participants se répartirent en six ateliers. Ces groupes étudièrent non seulement les questions qui leur avaient été soumises la veille, mais également les nombreuses propositions émanant des forums régionaux. Voici les rapports des six ateliers :

A-t-on besoin de nouvelles priorités ou de nouveaux objectifs ?

Rapporteur : Bob Hawkesworth, conseiller municipal
de Calgary

Réponse : Le gouvernement n'a pas défini clairement ses objectifs et priorités; il convient donc de concevoir un plan stratégique énonçant des objectifs facilement mesurables pour l'aide au développement. Dans ce plan, il faut donner une forte priorité à l'aide à l'Afrique, et l'aide officielle au développement consentie par notre pays doit atteindre 0,7 pour 100 du produit national brut d'ici 1990 et non, comme on l'a promis, d'ici 1995. Ce plan doit répondre aux besoins indiqués par les Africains eux-mêmes, et l'on peut commencer par reprendre la liste fournie par l'Organisation de l'unité africaine.

L'engagement à long terme du public canadien est évident et le gouvernement doit avoir la volonté politique de réagir, de poursuivre son intervention et d'améliorer la situation. L'attitude actuelle à l'égard de l'Afrique semble être d'éteindre les incendies au fur et à mesure de leur apparition.

Forum Afrique doit se poursuivre d'une façon ou d'une autre dans les années à venir.

Le gouvernement canadien doit annoncer une Décennie de l'Afrique et concevoir ses politiques dans les limites de cette période.

Les Africains doivent être associés à cette entreprise et l'on doit s'intéresser principalement aux activités de développement de base, à petite échelle et avec forte participation des ressources humaines; il faut insister sur le rôle des femmes, la santé, l'amélioration du crédit pour les petites entreprises et les exploitations agricoles locales; en bref, les efforts du Canada doivent favoriser le développement autonome des populations de l'Afrique.

Les fonds consacrés à l'aide et au développement ne doivent plus être associés à l'obligation d'acheter des produits canadiens.

Les ONG doivent jouer un rôle important et participer, avec le grand public, à la formulation d'une stratégie canadienne à long terme.

Pour faciliter l'étude exhaustive de la réaction canadienne à long terme, le gouvernement fédéral doit convoquer une séance extraordinaire du Parlement, et ce avant la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, prévue du 27 au 31 mai.

A-t-on besoin de nouvelles structures ou institutions ?

Rapporteur: Michel Doray, président
Société de développement international
Desjardins, Lévis

Réponse : L'un des six ateliers souhaitait que Forum Afrique se poursuive sous la forme d'une nouvelle structure; cependant, les cinq autres se sont déclarés en faveur d'une amélioration et d'une utilisation plus extensive des structures existantes. Parmi les améliorations, citons :

- une meilleure coordination entre les ONG, tant au Canada que sur le terrain, particulièrement en ce qui concerne la nécessité du partage de l'information, grâce notamment à une banque de données;
- une consultation plus poussée, en recourant éventuellement à la création de groupes consultatifs permanents regroupant les universités, les ONG et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises;
- une plus forte participation des Africains, un sens plus marqué d'association avec l'Afrique, et un accueil plus facile des étudiants étrangers au Canada.

En général, on a constaté le désir de renforcer la coopération entre les ONG d'Afrique et du Canada, dans le cadre de la planification à long et à court termes, dans les domaines suivants :

- participation des femmes au développement;
- réaction pendant les crises;
- amélioration des contacts avec les nations africaines;
- nomination éventuelle de Canadiens aux postes de consuls honoraires, chargés de représenter les nations africaines qui ne le sont pas déjà.

Les éléments les plus positifs de Forum Afrique doivent être intégrés à l'action de l'ACDI.

En bref, il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles institutions, mais d'améliorer celles qui existent.

Est-il nécessaire de concevoir de nouveaux types de participation et de sensibilisation du public ?

Rapporteur: Pat McCraw, Guelph African Famine
Relief Network

Réponse : Communications et éducation sont des éléments fondamentaux pour maintenir dans le public un niveau d'intérêt élevé. Pour cela, il faut créer un centre d'information ou une banque de données permettant de fournir les informations les plus récentes aux parties intéressées.

Il ne faut pas que le financement des études africaines diminue dans les universités, et l'on doit trouver le moyen d'aider les étudiants africains à payer leurs études. Ces derniers doivent également pouvoir obtenir des permis de travail, ce qui leur permettrait de participer pleinement à la vie canadienne en dehors de leurs études, et d'établir avec les Canadiens des relations qui seraient autrement impossibles.

Les personnes intéressées doivent apprendre à travailler avec les médias locaux pour informer le public de la situation et des besoins de l'Afrique; enfin, il est possible d'utiliser de façon bien plus créative les médias secondaires (par exemple, les bulletins d'organismes intéressés).

Il convient de demander au Premier ministre d'effectuer un voyage en Afrique, en compagnie des médias canadiens, car ce serait là un moyen efficace de maintenir l'attention sur le problème.

Les participants des ateliers pensent qu'il est important de donner un caractère permanent à l'action de David MacDonald.

Le jumelage est déjà intervenu comme moyen populaire d'établir une collaboration plus étroite entre Canadiens et Africains. Ainsi, Halifax, London, Kingston, Calgary et l'Île-du-Prince-Édouard se sont déjà engagés dans des accords innovateurs. « Nous mettons les Canadiens au défi de poursuivre le jumelage de leurs communautés, institutions et associations. »

Doit-on envisager de nouvelles formes de coopération ?

Rapporteur : Patricia Keays, directrice adjointe
Programmes internationaux, Malaspina College
Nanaimo (C.-B.)

Réponse : La coopération doit reposer sur l'écoute des peuples d'Afrique, au niveau des villages, selon un programme établi par les Africains eux-mêmes. Les Canadiens doivent travailler avec, et non pour les Africains.

Il faut poursuivre le type de coordination entre organismes que l'on a pratiqué au cours des dix-huit derniers mois; il faut également maintenir la coopération instaurée récemment entre gouvernements, ONG, sociétés et municipalités.

La participation africaine doit être intensifiée : les Africains doivent être représentés à tous les niveaux de l'aide au développement.

Les réseaux existants doivent être utilisés de façon plus intensive : par exemple, le réseau international des YMCA a accès à tous les niveaux de la société africaine.

En ce qui concerne les nouvelles initiatives, on a proposé que le Canada dispose, à la Banque Mondiale, d'un représentant chargé non seulement des questions financières, mais aussi du développement.

Il faut aider les étudiants africains à étudier au Canada, et l'on doit trouver le moyen de les employer aux activités de développement et de coopération internationale au Canada.

Nous devons procéder à un examen rigoureux de notre économie et de l'ordre économique international tout entier, lequel ne permet pas aux nations africaines d'agir indépendamment et de répondre à leurs besoins.

On ne saurait ignorer les rapports entre l'armement, le développement et la paix.

Forum Afrique a joué un rôle très important, et il faut poursuivre ces activités; toutefois, la programmation des discussions n'était pas adéquate.

Les nouveaux intervenants

L'un des aspects les plus frappants de la conférence nationale fut la présence en force des nouveaux intervenants sur la scène de l'aide internationale. Les délégués purent ainsi entendre les représentants de l'industrie canadienne de la musique, des syndicats, des municipalités et des coopératives de crédit.

Maureen Jack, directrice de Northern Lights, a détaillé la remarquable contribution des musiciens, au Canada et à l'étranger, et elle a décrit la forte influence émotionnelle de l'industrie des loisirs sur la population canadienne :

Il est indéniable que Northern Lights est apparu sur la scène musicale avec l'enregistrement d'une chanson que les Canadiens ont adoré et adopté : « Tears are not Enough ». Toutefois, les mois passant, le nombre des membres s'est fortement accru, regroupant des éléments très divers de notre société, et notamment des présentateurs de la radio et des journalistes. Pour nous, les trois grands réseaux de télévision ont décidé de coopérer. Tellement de volontaires nous ont fait don d'un nombre incroyable d'heures de travail, faisant preuve d'un dévouement sans faille. Les réalisateurs de films, les cinémas, les magasins de disques et de vidéo, les entreprises, tous ont fait don à notre cause de leur

énergie et de leurs ressources. Or, il est absolument certain que nous avons tous bénéficié de ces expériences communes.

Alors que les musiciens les plus renommés captivaient sur la scène l'imagination et l'attention des Canadiens, les Métallos unis d'Amérique travaillaient discrètement dans les coulisses. Lors de la conférence nationale, Gerry Barr, représentant du plus grand syndicat de l'industrie canadienne, présenta son rapport sur une initiative sans précédent prise par les syndicats de métallos dans l'ensemble du pays.

C'est tout simple, nous avons établi un contrat prévoyant la déduction d'un cent de l'heure, à verser aux activités d'aide et de développement dans le Tiers-monde par l'intermédiaire d'un nouveau mécanisme syndical appelé Fonds humanitaire; c'est, pour le moins, une idée stimulante. Elle est toute nouvelle pour nous et pour le mouvement syndical tout entier. Notre initiative a fait des vagues qui (et cela est heureux) ont atteint les autres syndicats. À peine avions-nous lancé ce processus que nous recevions la première demande officielle du secrétaire général du Trade Unions Congress britannique, suivie d'une autre émanant d'un local représentant les employés d'un hôtel-restaurant d'Hawaï. La nouvelle s'est répandue et l'on s'est rendu compte que notre idée était contagieuse, sa grande qualité étant sa simplicité et la facilité avec laquelle elle pouvait être reprise et appliquée dans d'autres contextes.

Au cours des dix-huit derniers mois, un grand nombre de municipalités canadiennes ont su mobiliser leurs habitants et elles ont apporté leur soutien à divers projets, depuis « l'adoption de villages » jusqu'au financement d'équipes médicales en Éthiopie.

John Savage, maire de Dartmouth, a affirmé que les municipalités qui se sont distinguées par leur contribution en 1985 pourront jouer un rôle encore plus important dans les années à venir :

Les municipalités ont un proverbe : « C'est dans les municipalités que tout se passe, c'est là que les gens vivent et qu'ils forment des communautés ». Et c'est d'elles, bien sûr, que la plupart des ONG reçoivent leur soutien le plus ferme et le plus régulier.

Je pensé également que les municipalités ont un rôle important à jouer dans le changement d'orientation évoqué aujourd'hui. Je veux dire par là que, si les gens ne meurent plus de faim, la crise continue cependant à sévir. Or, dans les municipalités, nous pouvons utiliser nos moyens pour faire comprendre aux gens que les besoins à long terme demeurent.

Michel Doray, du Mouvement Desjardins, a décrit aux délégués l'initiative prise au Québec par le Mouvement des coopératives de crédit, en assurant que l'élan serait maintenu et renforcé.

Nous avons insisté sur une vision très positive du développement, mettant en valeur les initiatives prises par les partenaires africains qui avant même que s'y associe une aide étrangère ont décidé dans leur village, dans leur sous région de se prendre en charge, de se donner des institutions communautaires pour prendre en charge le développement. Cela comprend des paysans du Bourkina Faso et des éleveurs du Zaïre. C'est à ces initiatives que nous avons donné la primeur pour vraiment faire saisir au réseau qu'au delà et qu'en deçà de tous ces déséquilibres, ces carences, ces manques, de cette vision parfois très misérabiliste du développement, il y avait quand même dans ces pays des groupes, des individus, des collectivités qui étaient en train de se prendre en main. Et nous avons l'intention de doser dans ces médias une information qui est faite par des communicateurs du réseau, des journalistes d'ici et des communications qui sont faites désormais dans ces médias par des partenaires africains.

Pendant toute la durée des forums régionaux et de la conférence nationale, les participants de Forum Afrique ont indiqué la nécessité d'assurer une couverture médiatique plus exhaustive et plus systématique des événements en Afrique. Brian Stewart, correspondant de CBC, a exprimé ces problèmes.

Malheureusement, la presse et les réseaux canadiens sont extrêmement mal représentés à l'étranger. C'est là un problème qui nous concerne tous, puisque nous connaissons le faible nombre de journalistes cana-

diens en poste dans les autres pays. Je crois qu'il n'y a en fait que trois journalistes canadiens de la presse écrite, employés à plein temps, dans l'ensemble de l'Afrique, dont seulement deux en Afrique noire.

En tant que nation, nous sommes pratiquement aveugles puisque nous n'avons pratiquement personne à l'étranger pour nous donner des nouvelles sous la perspective canadienne. Ce n'est pas simplement un problème touchant les médias. Le ministère des Affaires extérieures lui-même n'a pas assez de personnel en Afrique. J'ai entendu dire que le nombre de ses employés s'élevait à 50, par rapport à 1 000 à Londres, en Angleterre.

Nous ne sommes pas assez présents dans le Tiers-monde et, à mon avis, l'un des moyens d'attirer l'attention sur ce phénomène est de vraiment se battre, d'exiger, de crier. Les rédacteurs en chef subissent la pression du monde des affaires et des syndicats; ils devraient également subir celle des ONG.

À mon avis, le type d'attention que représente cet organisme (le Bureau du Coordonnateur canadien des secours d'urgence) a eu une certaine influence en parvenant au moins à éveiller l'intérêt des médias canadiens à un point que l'on ne saurait connaître en Angleterre, et certainement pas aux États-Unis. C'est peut-être là un élément du caractère unique de la réaction canadienne.

Un regard vers l'avenir

Le sondage de Decima Research sur l'opinion des Canadiens, un an après l'apogée de la crise africaine, a indiqué qu'une majorité de Canadiens continuaient à classer la pauvreté et la faim comme leurs principaux sujets d'inquiétude au niveau mondial, avant même la course aux armements et la situation économique dans le monde. De plus, cette étude a montré qu'une très forte majorité de Canadiens considèrent que l'Afrique est le continent qui a le plus grand besoin de l'aide canadienne, et que gouvernements et particuliers devraient faire plus pour résoudre ses problèmes. Quatre-vingt-dix sept pour cent des Canadiens pensent que la sécheresse et la famine ne sont pas terminées, et que la crise continue à sévir.



Brian Stewart, conférencier en compagnie de Rosemary Kuptana et Jean Loiselle

• Un impératif moral

Dans son allocution, lors de la conclusion de la réunion, l'ambassadeur Stephen Lewis a défini les raisons de l'intérêt des Canadiens à l'égard de la crise africaine.

Le sondage d'opinion publique présenté par Allan Gregg montre bien ce que j'ai toujours pensé : nous sommes un peuple généreux, qui se soucie des autres. Notre engagement à l'égard du multilatéralisme est bien réel, et l'internationalisme que nous pratiquons est profondément enraciné dans l'esprit des Canadiens.

Nous ne pouvons laisser nos collègues occidentaux, c'est-à-dire le monde développé, se retirer et se dégager de toute responsabilité. Nous devons montrer le chemin par l'exemple. Ce sont les Canadiens qui le veulent. Cette obligation est un impératif moral : l'aide à l'Afrique recherche aujourd'hui un leadership moral, et notre pays est capable de l'assurer.

• Les besoins futurs

Dans son rapport sur la situation d'urgence en Afrique, Maurice Strong a indiqué pourquoi le Canada devait absolument conserver un rôle actif :

La crise africaine est loin d'être terminée, mais elle entre aujourd'hui dans une nouvelle phase, et cela nous amène à nous concentrer sur l'aide à la reprise. Ce n'est pas le moment de nous reposer sur nos lauriers : 19 millions de personnes ont toujours besoin de secours, et plus encore demeurent vulnérables.

Plus d'un million de gens sont probablement morts de faim. Leurs souffrances sont absolument inimaginables. Il aurait été possible d'éviter la plupart des décès si l'on avait prêté attention aux premiers avertissements; cependant, les gouvernements africains et les organismes d'aide ne disposaient pas des ressources nécessaires. C'est ainsi que l'on a assisté à l'une des opérations humanitaires les plus complexes de l'Histoire. On a réussi à mobiliser, dans des centaines de régions du monde, des secours évalués à trois milliards de dollars. Tous ceux qui ont participé à cette action ont le droit d'être satisfaits, bien que les véritables héros soient les Africains eux-mêmes.

• La leçon

Margaret Catley-Carlson, présidente de l'ACDI, a déclaré que les institutions gouvernementales avaient appris une leçon importante au cours des dix-huit derniers mois. Elle a effectué une analyse honnête de l'influence de la crise sur l'Agence canadienne de développement international (ACDI) :

Un événement aussi traumatisant que la famine africaine bouleverse profondément une agence de développement. Quel est l'élément qui, après 1984, a le plus changé dans la façon de penser de l'ACDI ? Cet élément est la compréhension du fait que la méthode des projets, que nous utilisons dans le cadre du développement et qui fonctionne très bien en Amérique du Nord et souvent en Asie, s'avère inefficace en Afrique, où le pas à faire est trop grand.

C'est là un fait déroutant car nous tous, la Banque Mondiale, les banques régionales, les Suédois, les Français, les Américains, nous avons conçu des agences reposant sur le principe du projet. Et il nous est extrê-

mement difficile de concevoir que ce principe qui a si bien fonctionné dans certaines régions ne saurait être la clé du développement en Afrique. Si nous commençons tous à changer la façon dont nous faisons les choses, nous aurons probablement atteint un tournant dans l'histoire du développement, nous éloignant de la fixation sur les projets — les projets, vous savez, on peut les aligner, les évaluer, les découper, les financer séparément; on peut les faire administrer par divers organismes, en relier certaines parties, sachant bien comment les contrôler et les évaluer — ce sont des entités extrêmement pratiques. Alors, qu'allons-nous faire si nous perdons les projets, si nous devons véritablement réviser la façon dont nous faisons les choses ?

La deuxième leçon que nous avons apprise peut se résumer comme suit : « Cessons de construire, réparons ». Nous pouvons faire plus de bien, et plus rapidement, avec l'argent dont nous disposons si nous ne lançons pas des projets onéreux à partir de rien, et si nous nous contentons de remettre en état ce qui existe déjà.

• Le rôle futur du Canada

Lors de la conférence nationale, les politiciens et les experts nationaux et internationaux de l'aide décrivirent le rôle que le Canada pourrait jouer dans le cadre de la reprise. L'Honorable Monique Vézina, ministre des Affaires extérieures, déclara notamment :

Nous concevons, lentement mais sûrement, un vaste programme de reprise — un programme dans lequel le Canada jouera son rôle... Nous ne devons jamais perdre de vue notre objectif principal (l'autonomie alimentaire), ni oublier qu'il ne peut être atteint qu'en oeuvrant à tous les niveaux. Nous avons fait le premier pas : nous avons compris la gravité de la situation.

Notre rôle est d'encourager, de donner forme, d'aider les gouvernements et les peuples eux-mêmes à opérer les modifications nécessaires. La restauration écologique, l'augmentation de la production alimentaire, tout cela ne peut se produire que si l'on intervient sur tous les fronts...

Le paysan ou la paysanne doit être le principal instrument de cette stratégie. Nous devons nous reposer sur le potentiel humain de l'Afrique, ainsi que sur les capacités et le dévouement des Canadiens qui œuvrent au développement de ce continent.

Quant à Maurice Strong, il expliqua la position unique du Canada et le rôle potentiel de notre pays si nous parvenons à mobiliser suffisamment la volonté du public et de l'appareil politique.

Aujourd'hui, l'Afrique est caractérisée par un nouveau réalisme, et par un consensus raisonnable au sujet de ses besoins. La principale responsabilité revient aux Africains, bien qu'ils ne puissent agir seuls. Ils ont besoin du maintien de l'aide internationale et, à cet égard, le Canada aura un rôle critique à jouer compte tenu de sa réputation inégalée en Afrique. C'est pour nous une remarquable occasion d'intervenir, et une responsabilité particulière. Les choses ne seront pas aussi faciles que par le passé. Les coûts politiques seront élevés, et la réputation du Canada sera en jeu. Cependant, je suis persuadé que l'on peut compter sur notre pays. En effet, nous n'avons pas obtenu gratuitement cette bonne réputation. Enfin, la survie de millions d'Africains en dépend.

• **Le rôle de l'Afrique**

Pendant toute la conférence, les orateurs insistèrent sur le fait que les Africains eux-mêmes jouent un rôle vital dans l'effort de reprise. Dans son allocution d'ouverture de la conférence nationale, M. Idé Oumarou de l'OUA décrivit le projet de reprise adopté par les chefs d'État africains lors du Sommet de l'OUA de juillet 1985. Ce programme prioritaire de reprise économique avait pour but d'accélérer le taux de croissance de l'agriculture; de plus, aux termes de ce programme, les États membres s'engageaient à consacrer au secteur rural 20 à 25 pour 100 de tous les investissements publics, contre 5 pour 100 actuellement.

M. Oumarou déclara lors du Forum national que le Sommet de l'OUA avait formulé les recommandations suivantes à l'intention de la communauté internationale :

- coopération étroite entre les institutions, entre les pays

donateurs et les gouvernements africains, ainsi qu'avec les pays de transit;

- aide technique et financière aux transports, au stockage et à la distribution de l'aide alimentaire aux victimes de la sécheresse et de la famine;
- aide financière au Fonds spécial de secours aux victimes de la famine africaine et de la sécheresse, créé en novembre 1984 par l'OUA;
- transferts de technologies appropriées et développement technologique local.

• Une association au niveau international

L'autre message émis par la conférence nationale concernait la nécessité, pour le Canada, de continuer à respecter l'appel des leaders africains en faveur d'une nouvelle association internationale. Dans son discours, David MacDonald fit remarquer que les premiers signes d'une importante collaboration apparaissaient déjà dans les déclarations de l'OUA et du groupe d'experts du Sommet de Bonn. La séance extraordinaire des Nations Unies n'étant pas loin, il est extrêmement important que des pays comme le Canada saisissent cette possibilité. « Nous avons l'occasion unique de concevoir un engagement et une collaboration à long terme permettant d'atteindre notre objectif d'éradication de la famine. »

De concert avec les gouvernements, les ONG pourraient également jouer un rôle efficace sur la scène internationale. Edgard Pisani, président du comité préparatoire de la séance extraordinaire sur l'Afrique (ONU), déclara que les ONG ont trois rôles à jouer au niveau international, dont le premier est d'aider à la création d'organismes non gouvernementaux dans les pays africains. Cependant, il existe des différences radicales entre les organismes bénévoles de l'Amérique du Nord et ceux de l'Afrique.

Il faut bien comprendre qu'en Afrique les nations sont faibles; et parce qu'elles sont faibles, elles ont tendance à utiliser leurs capacités au renforcement de l'État, et cela parfois aux dépens de la société civile. Les ONG furent créés pour contrebalancer cette tendance, et ce fut là une révolution politique d'une portée insoupçonnée.

Le deuxième rôle des ONG locaux est de demeurer en contact étroit avec l'ensemble de la société africaine, offrant la technologie, le savoir-faire et l'autonomie des res-

ponsabilités. Toutefois, ils doivent éviter soigneusement de prendre la place de ceux qui devraient être responsables de leur propre développement; en effet, sous le prétexte de les aider, les ONG les empêcheraient de prendre en charge leur avenir.

Le troisième aspect est le rôle des ONG face à la multiplicité des grands projets. L'Afrique a besoin de ces derniers mais, jusqu'à présent, ils ont été greffés sur la réalité africaine sans avoir aucun rapport avec les caractéristiques humaines et sociales de l'Afrique. Aucun grand projet ne saura réussir pleinement s'il n'est pas encouragé d'une chaîne d'hommes, de femmes et d'organismes permettant l'intégration de la société africaine. Il ne doit pas s'agir d'un projet du gouvernement ou d'une compagnie de l'extérieur, mais bien d'un projet communautaire, au niveau du village, du clan, de la tribu ou de la famille.

Une conclusion de poids

Forum Afrique se termina sur cette déclaration du Coordonnateur canadien des secours d'urgence :

Trois choses ont paru très évidentes. Tout d'abord, nous devons nous engager. Il ne s'agit pas simplement d'un engagement de la part du gouvernement canadien et de l'ACDI, mais de quelque chose qui nous implique tous. Deuxièmement, il faudra concevoir un plan. Celui-ci ne devra pas seulement donner l'impression d'être une panacée. Il faudra prendre des décisions difficiles. Troisièmement, l'élément le plus important est que l'engagement et le plan doivent indiquer aux Canadiens, de la façon la plus claire possible, quel rôle ils peuvent jouer.

Jamais, dans l'histoire du Canada, nous n'avons connu d'époque où un engagement de cette envergure a affecté tous les coins et recoins de notre pays; aussi devons-nous absolument la prendre au sérieux. Par là, je veux dire chaque citoyen et chaque institution. Nous nous efforçons d'établir une nouvelle association, un nouveau type de communauté mondiale, un nouveau genre de rapports avec les peuples

*d'un autre continent. C'est cela le défi.
Et c'est aussi l'image que nous avons
entr'aperçue pendant Forum Afrique.*

Annexe

Rapport videoscope sur Forum Afrique

(Anglais : 54 min., Français : 59 min.)

Cette bande vidéoscopique est un compte-rendu du Forum sur l'Afrique qui s'est tenu à l'échelle nationale du mois de septembre 1985 au mois de février 1986. Ce programme reflète le souci qu'ont les Canadiens en matière d'aide au développement soulevé dans six régions du pays où ont eu lieu les réunions : Colombie-Britannique et le Yukon, l'Atlantique, les Prairies, les Territoires du Nord-Ouest, l'Ontario et le Québec. Ces points de vue ont été, de plus, discutés à la Conférence nationale Forum Afrique. Auteur du texte Monroe Scott; production Cameron Graham, de CBC Ottawa.

Cette bande est un complément au rapport Forum Afrique : Tous ensemble.

Cette bande est disponible en 3/4 de pouce et 1/2 pouce en VHS et/ou Beta à :

L'Office national du film le plus rapproché de chez-vous

Le conseil canadien pour la Coopération Internationale
3^e étage, 200 rue Isabella
Ottawa, Ontario
K1S 1V7

Le Centre de préparation des Coopérants
Agence canadienne de développement international
200 Promenade du Portage
Hull, Québec
K1A 0G4

Organismes qui ont participé à l'organisation du Forum Afrique

Plusieurs centaines de Canadiens ont participé au Forum Afrique en qualité d'organisateur, de personne ressource, paneliste ou de promoteur à l'échelle régionale. Plusieurs font parti des organismes, dont vous trouverez la liste ci-dessous soit à titre de bénévole ou en tant qu'employé. Cette liste comprend deux parties : Partie I, les organismes nationaux. Partie II, les organismes ou institutions qui se sont impliquées dans chacune des régions.

Partie I – Organismes nationaux

Bénévoles et membres du personnel des organismes suivants qui ont travaillé au Forum Afrique dans plusieurs coins du pays :

Association canadienne d'aide à l'enfance (CANSAVE)
Association canadienne de la journée mondiale de l'alimentation
Association canadienne pour les Nations Unies
Carrefour international Canada
Conseil canadien pour la coopération internationale
CUSO
Entraide universitaire mondiale du Canada
Eritrean Relief Association of Canada
Fondation canadienne contre la faim
International Development Information Program
La Société canadienne de la Croix-Rouge
Le projet faim
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
Oxfam Canada
Ten Days for World Development
UNICEF

Tous les numéros de téléphone des organismes sont inclus dans LA FAMINE : PLUS JAMAIS UNE DÉCENNIE POUR L'AFRIQUE, un rapport de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique pour la période se terminant le 31 mars 1986, à l'exception des quatre organismes mentionnés ci-dessous :

Carrefour canadien international 31, avenue Madison Toronto, Ontario M5R 2S2 (416) 967-0801	Le Projet Faim Suite 670 144, rue Front, ouest Toronto, Ontario M5J 2L7 (416) 997-0088
International Development Information Program Université de Carleton Promenade Colonel By Ottawa, Ontario K1S 5B6 (613) 564-2799	Ten Days for World Development 203 - 85 avenue St. Clair, est Toronto, Ontario M4T 1M8 (416) 922-0591

**Partie II — Organismes et institutions actifs
dans chacune des régions :**

Colombie Britannique

Association canadienne pour les
Nations Unies
1441, promenade Creekside
Vancouver, C.B.
V6J 4S7 (604) 734-2511

Collège Camosun
3100, chemin Foul Bay
Victoria, C.B.
V8P 4X8 (604) 592-1281

Collège Capilano
2055, Purcell Way
North Vancouver, C.B.
V7J 3H5 (604) 986-1911

Collège communautaire de
Vancouver
1155, Broadway, est
C.P. 24700, Succursale "C"
Vancouver, C.B.
V5T 2N4 (604) 875-8200

Collège communautaire
Nord-Ouest
5331, avenue McConnell
Terrace, C.B.
V8G 4C2 (604) 635-6511

Collège Cariboo
900, chemin Collège
Kamloops, C.B.
V2C 5N3 (604) 374-0123

Collège de la Nouvelle
Calédonie
3330 - 22ième avenue
Prince George, C.B.
V2N 1P8 (604) 562-2131

Collège Douglas
C.P. 2503
New Westminster, C.B.
V3L 5B2 (604) 520-5400

Collège Malaspina
900 - 5ième rue
Nanaimo, C.B.
V9R 5S5 (604) 753-3245

Collège Northern Lights
10908 - 100ième rue
Fort St. John, C.B.
V1J 3X6 (604) 785-6981

Nouveau Brunswick

Affaires publiques
CN Marine
100, rue Cameron
Moncton, Nouveau Brunswick
E1C 5Y5 (506) 858-3641

Comité de la journée mondiale
de l'alimentation du N.B. &
La Société canadienne de la
Croix-Rouge
405, avenue University
C.P. 39
Saint John, Nouveau Brunswick
E2L 3X3 (506) 648-5013

Éducation permanente
Université de Moncton
Moncton, Nouveau Brunswick
E1A 3E9 (506) 858-4105

La Fédération des Dames
d'Acadie Inc.
C.P. 10
578, boul. St Pierre, ouest
Caraquet, Nouveau Brunswick
E0B 1K0 (506) 727-2352

Femme en Focus
rue de la Mer
Petit Rocher,
Nouveau Brunswick
E0B 2E0 (506) 783-8502

Ministère de l'Éducation
218, rue Leslie
Moncton, Nouveau Brunswick
E1C 6M9 (506) 453-8263

Multicultural Association
C.P. 6241
Succursale "A"
Saint John, Nouveau Brunswick
E2L 4R7 (506) 642-1954

Organisation catholique
canadienne pour le
développement et la paix
(OCCDP)
72, boul. Westmount
Moncton, Nouveau Brunswick
E1E 1T9 (506) 854-2062

Organisation catholique
canadienne pour le
développement et la paix
(OCCDP)
1428, avenue St Peter
Bathurst, Nouveau Brunswick
E2A 3A8 (506) 548-9623

Nouvelle Écosse

Centre for African Studies
Université Dalhousie
1444, rue Seymour
Halifax, Nouvelle Écosse
B3H 4H6 (902) 424-3814

Collège universitaire de
Cap-Breton
C.P. 5300
Sydney, Nouvelle Écosse
B1P 6L2 (902) 539-5300

Dept. of Distance University
Education via Television
Université Mount Saint Vincent
166, chemin Bedford
Halifax, Nouvelle Écosse
B3M 2J6 (902) 443-4450

Ethiopia Airlift
6359, chemin Coburg
Halifax, Nouvelle Écosse
B3H 2A1 (902) 421-1629

Extension Department
Université de St Francis Xavier
Antigonish, Nouvelle Écosse
B2G 1C0 (902) 867-3923

International Development
Centre
Université de St Mary's
Halifax, Nouvelle Écosse
B3H 3C3 (902) 429-9780

Île-du-Prince-Édouard

Farmers Helping Farmers
R.R. 1
Winslow, Île-du-Prince-Édouard
COA 1H0 (902) 892-3314

Federated Women's Institute of
Canada
C.P. 1574
Charlottetown,
Île-du-Prince-Édouard
C1A 7N3 (902) 569-3817

PEI World Food Day
Association & Multicultural
Centre
C.P. 2011
Charlottetown,
Île-du-Prince-Édouard
C1A 7N7 (902) 892-3614

Terre-Neuve

Centre Don Snowden
Université Memorial
St John's, Terre-Neuve
A1B 3X7 (709) 737-4356

Manitoba

Manitoba Council for
International Cooperation
418, rue Wardlaw
Winnipeg, Manitoba
R3L 0L7 (204) 475-4169

Marquis Project
220 - 8ième rue
Brandon, Manitoba
R7A 3XA (204) 727-5675

Saskatchewan

Prince Albert International
Resource Centre (PAIR)
101 - 15ième rue, ouest
Prince Albert, Saskatchewan
S6V 3P7 (306) 764-6841

Rural Interchurch Development
Education Project (RIDEP)
C.P. 254
Central Butte, Saskatchewan
SOH 0T0 (306) 796-2026

Saskatchewan Council for
International Cooperation
(SCIC)
2138, rue McIntyre
Regina, Saskatchewan
S4P 2R7 (306) 757-4669

Saskatchewan World Food Day
401 - 230, 22ième rue, est
Saskatoon, Saskatchewan
S7K 0E9 (306) 244-8984

Alberta

African Association of Alberta
& African Students'
Association
Université de l'Alberta
C.P. 826, Succursale 11
Edmonton, Alberta
T6G 2J7

Alberta International
Development Agency
8ième étage, Place Sterling
9940 - 106ième rue
Edmonton, Alberta
T5K 2P6 (403) 427-2551

Amoco Canada Petroleum Ltd.
444 - 7ième rue, sud-ouest
Calgary, Alberta
T2P 0Y2 (403) 233-1255

Arusha International
Development Resource
Centre
233 - 10ième rue, nord-ouest
Calgary, Alberta
T2N 1V5 (403) 270-3200

Edmonton Learner Centre
10705 - 98ième rue
Edmonton, Alberta
T5H 2N8 (403) 424-5952

Edmonton Interfaith Famine
Committee
10031 - 109ième rue
Edmonton, Alberta
T5J 1M1 (403) 422-2214

Fondation canadienne contre la
faim
1108, 10235 - 124ième rue
Edmonton, Alberta
T5N 1P9 (403) 488-1188

International Student Centre
Université de l'Alberta
11023, 90ième avenue
Edmonton, Alberta
T6G 1A6 (403) 432-5950

National Outstanding Young
Farmer Committee/Jaycees
Liaison
2404 - 35ième rue, sud-ouest
Calgary, Alberta
T3E 2X1 (403) 934-4866

Société canadienne de la
Croix-Rouge
Division de l'Alberta et des
Territoires du Nord-Ouest
737 - 13ième avenue,
sud-ouest
Calgary, Alberta
T2R 1J1 (403) 228-2169

Southern Alberta World
Development Animators
Project (SAWDAP)
1916 - 2ième rue, sud-ouest
Calgary, Alberta
T3S 1S3 (403) 228-5765

Unisphere Cross Cultural
Learner Centre
101 - 6ième rue, sud-est
Medicine Hat, Alberta
T1A 1G7 (403) 529-2656

Université Athabasca
C.P. 10,000
Athabasca, Alberta
T0G 2R0 (403) 675-6111

Ontario

African Students Association
Université de Guelph
Guelph, Ontario
N1G 2W1 (519) 824-4120

Aide médicale Kinsmen à
l'Afrique (Association des
Clubs KIN)
C.P. 311
Kingston, Ontario
K2M 6R2 (613) 548-4603

Association pour la médecine et
la recherche en Afrique
C.P. 580
Pickering, Ontario
L1V 3T3 (416) 686-2381

CANSAVE — Ontario
100, rue Richmond, est
Toronto, Ontario
M5C 2P9 (416) 364-3646

Centre for International
Programs
Université de Guelph
Guelph, Ontario
N1G 2W1 (519) 824-4120

Collège Sault
C.P. 60
443, avenue Northern
Sault-Sainte-Marie, Ontario
P6A 5L3 (705) 949-2050

Cross Cultural Learner Centre
533, rue Clarence
London, Ontario
N6A 3N1 (519) 679-6281

CUSO
Collège Talbot, Pièce 410
Université de Western Ontario
London, Ontario
N6A 3K7 (519) 679-2490

Darome Connections
90, rue Gerrard, ouest
Toronto, Ontario
M5G 1J6 (416) 585-9644

Ethiopian Community
Association (Ottawa-Carleton)
C.P. 2335, Succursale "D"
Ottawa, Ontario
K1P 5W5 (613) 728-7467

Fonds humanitaire (c/o G. Barr)
(Métallurgistes unis d'Amérique)
25, rue Cecil
Toronto, Ontario
M5T 1N1 (416) 977-7274

Global Community Centre
89 - 91, rue King, nord
Waterloo, Ontario
N2J 2X3 (519) 746-4990

International Centre
John Deutsch Centre
Université Queen's
Kingston, Ontario
K7L 3N6 (613) 547-2807

Third World Resource Centre
125, boul. Tecumseh, ouest
Windsor, Ontario
N8X 1E8 (519) 252-6692

Québec

Association Québécoise des
organismes de coopération
internationale (AQOCI)
4205, rue Saint-Denis
Montréal, Québec
H2J 2K9 (514) 842-1024

Carrefour de solidarité
internationale,
555, rue Short
Sherbrooke, Québec
J1H 2E6 (819) 566-8595

Centre de formation à la
coopération interculturelle
CEGEP de Rivière-du-Loup
80, Frontenac
Rivière-du-Loup, Québec
G5R 1S8 (418) 862-3434

Chargé de la Coopération
internationale
Tour des sciences de
l'Éducation
Université Laval
Cité Universitaire
Québec, Québec
G1K 7P4 (418) 656-3917

Faculté des sciences de
l'Agriculture et de
l'Alimentation
Université Laval
Cité Universitaire
Québec, Québec
G1K 7P4 (418) 656-3592

Fédération des Caisses
populaires du Saguenay,
Lac St-Jean
17, rue de l'Hôpital
Métabetchouan, Québec
G0W 2A0 (418) 349-2885

Groupe Dinouga 300, avenue des Ursulines Rimouski, Québec G5L 3A1 (418) 724-1410	Oxfam Québec 169, rue St-Paul est Montréal, Québec H2Y 1G8 (514) 866-1773
---	--

Institut international de la communication 451, rue St-Jean Montréal, Québec H2Y 2R5 (514) 842-8787	Services aux étudiants Université du Québec à Chicoutimi 555, boul. de l'Université Chicoutimi, Québec G7H 2B1 (418) 545-5733
---	--

Organisation Catholique Canadienne pour le développement et la paix 602, rue Racine est Chicoutimi, Québec G7H 5C3 (418) 543-0783	Société de développement international Desjardins 150, des Commandeurs Lévis, Québec G6V 6P8 (418) 833-3281
--	---

« CANADA ET AFRIQUE – PLUS DE FAMINE »

**Pièce 200, Édifice de l'ouest
Parlement du Canada**

LE JEUDI 13 FÉVRIER 1986

13h - 16h	Inscription, information	
16h - 18h	JOURNÉE DE L'AFRIQUE parrainée de concert avec le Forum parlementaire international, fournira l'occasion aux participants de visiter les stands d'un groupe représentatif d'organisations canadiennes réalisant des activités de secours, d'aide au relèvement et de développement en Afrique, et de rencontrer des parlementaires et d'autres délégués.	
17h	Brèves allocutions de bienvenue aux participants de la Journée de l'Afrique	L'honorable MONIQUE VÉZINA, ministre des Relations extérieures et d'autres parlementaires
19h	<i>Château Laurier</i> Drawing Room Réception	
19h30	Dîner	Président : RICHARD GRISÉ, vice-président du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale

« La Famine en Afrique —
Tournant décisif pour
l'Afrique? »

Son excellence le Secrétaire
général de l'Organisation de
l'Unité africaine (OUA),
IDÉ OUMAROU

LE VENDREDI 14 FÉVRIER 1986

- 9h - 9h15** Programme de la journée
Co-convocateurs de la
conférence :
SUSAN JAMES et
JEAN-PAUL L'ALLIER
- 9h15 - 10h30** « La Famine en Afrique —
Tournant décisif »
L'honorable DAVID
MacDONALD, le
Coordonnateur canadien des
secours d'urgence, Famine en
Afrique
- 10h30 - 10h45** Pause
- 10h45 - 11h30** « La Famine en Afrique —
Tournant décisif pour l'ACDI? »
MARGARET
CATLEY-CARLSON,
Présidente de l'Agence
canadienne de Développement
international (ACDI)
- 11h45 - 12h30** « La Famine en Afrique —
Tournant décisif pour le
CRDI? »
IVAN HEAD, Président du
Centre de recherches pour le
Développement international
(CRDI)
- 12h30** Déjeuner
- 13h30 - 14h00** « La Famine en Afrique —
Tournant décisif pour la
communauté internationale? »
MAURICE STRONG,
Coordonnateur exécutif aux
Nations Unies du Bureau des
opérations d'urgence en
Afrique
- 14h00 - 16h45** « La Famine en Afrique —
Tournant décisif pour les
Canadiens? »
Présentation des résultats d'un
récent sondage sur l'attitude du
public canadien.
Des porte-parole de divers
secteurs partageront ensuite
leurs perspectives, puis il y
aura une discussion générale.
ALLAN GREGG, Président,
Decima Research
présenté par
ROSEMARY KUPTANA
et JEAN LOISELLE
- 16h45 - 17h00** Revue de la journée
- Soirée** Discussions informelles

LE SAMEDI 15 FÉVRIER 1986

9h - 9h30 Programme de la journée

- 9h30 - 12h00** Ateliers de travail
- Les participants seront répartis de façon à ce que chaque atelier réunisse un groupe représentatif de personnes. Les questions à débattre porteront sur l'orientation de l'assistance canadienne à l'Afrique
- Faut-il fixer de nouveaux objectifs ou priorités?
 - Faut-il mettre en place de nouvelles structures ou institutions?
 - Devrait-on encourager de nouvelles façons de sensibiliser le public et assurer une meilleure participation?
 - Devrait-on mettre de l'avant de nouveaux types de coopération internationale?

12h30 - 13h30 Déjeuner

13h30 - 15h00 Discussion plénière des rapports des ateliers

15h30 - 15h45 Brèves réactions à la conférence

15h45 - 16h30 'Récapitulation'

16h30 Clôture

Dirigé par DAVID CADMAN et
LISE BISSONNETTE

IDÉ OUMAROU

MAURICE STRONG

DAVID MacDONALD

STEPHEN LEWIS,
Ambassadeur, Mission
permanente du Canada auprès
de l'ONU

Forum Afrique – Participants

DAN ARONSON, Université McGill, Expert-conseil international pour les affaires africaines, Montréal, Québec.
JOHN BANNISTER, Collège Capilano, Vancouver, Colombie Britannique. GERRY BARR, Métallurgistes unis d'Amérique, Toronto, Ontario. LOUISE BEAUDOIN, Historienne et spécialiste dans les relations internationales, Québec, Québec. JUDY BERTHOLET, Comité de sélection des projets d'urgence à l'Afrique et l'équipe de vérification, Hartney, Manitoba. HERB BREAU, Homme d'affaire, Gloucester, Ontario. JEAN BRODEUR,

Consultant en affaires internationales, Montréal, Québec.
 GLEN BUGG, Unisphere Learner Centre, Medicine Hat,
 Alberta. MARY BURROUGHES, Amoco Canada
 Petroleum, Calgary, Alberta. DAVID CADMAN,
 Association canadienne pour les Nations Unies, Vancouver,
 Colombie Britannique. JEAN CLOUTIER, Institut
 international de la communication, Montréal, Québec.
 STAN COPP, Collège communautaire de Vancouver, Port
 Coquitlam, Colombie Britannique. GEORGE CRAM,
 Primate's World Relief & Development Fund, Toronto,
 Ontario. ELSPETH CRAWFORD, Prince Albert
 International Resource Centre, Prince Albert, Saskatchewan.
 GUY CUDMORE, International Family Farm Exchange
 Programme, Winslow, Île-du-Prince-Édouard. LAWRENCE
 CUMMING, Oxfam Canada, Ottawa, Ontario. JEAN
 DAVIDSON, Presbyterian World Service Development
 Committee, Don Mills, Ontario. MARION DEWAR,
 Nouveau Parti Démocratique, Ottawa, Ontario. WAYNE
 DIGBY, Projet Marquis, Brandon, Manitoba. EUGENE
 DONEFER, McGill International et Association Journée
 Mondiale de l'Alimentation du Canada, Montréal, Québec.
 MICHEL DORAY, Société de développement international
 Desjardins, Lévis, Québec. AL DUCHARME, Conseiller
 municipal, Winnipeg, Manitoba. FRANCINE FOURNIER,
 Consultante en droit de la personne & en développement
 international, Outremont, Québec. JOHN GODFREY,
 Ethiopia Airlift et Adopt-A-Village, Halifax, Nouvelle
 Écosse. KING GORDON, Groupe de '78, Ottawa,
 Ontario. WILLIAM HARDING, Saskatchewan Council for
 International Cooperation, Regina, Saskatchewan. BOB
 HAWKESWORTH, Échevin, Calgary, Alberta. MAUREEN
 JACK, Northern Lights for Africa, Vancouver, Colombie
 Britannique. SUSAN JAMES, Centre pour les programmes
 internationaux, Université de Guelph, Guelph, Ontario.
 BILL JANZEN, Comité central Mennonite, Ottawa, Ontario.
 JACQUES JOUBERT, Association mondiale des médecins
 francophones, Buckingham, Québec. PIERRE JUNEAU,
 Société Radio-Canada, Ottawa, Ontario. TSHIBALABALA
 KANGUDI, Chambre africaine de commerce et Lavallin
 International, Montréal, Québec. PATRICIA KEAYS,
 Programmes internationaux au collège Malaspina, Nanaimo,
 Colombie Britannique. TOM KINES, CARE Canada,
 Ottawa, Ontario. ROSEMARY KUPTANA, Inuit
 Broadcasting Corporation, Ottawa, Ontario. RENÉ
 LACOSTE, Fondation Jules et Paul-Émile Léger,
 Outremont, Québec. NAZEER AZIZ LADHANI, Fondation
 Aga Khan Canada et Société asiatique des partenaires,
 Vancouver, Colombie Britannique. JOHN LAIDLAW,
 Fondation canadienne contre la faim, Ottawa, Ontario.
 DANIEL LAMEY, Association of Kinsmen Clubs,
 Cambridge, Ontario. LISE LATRÉMOUILLE, Inter Pares,
 Ottawa, Ontario. LESLIE LEACH, Croix-Rouge, Calgary,
 Alberta. PAUL LeBLANC, Développement et Paix,

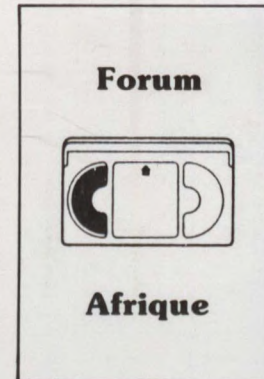
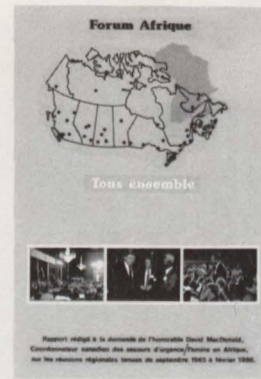
Moncton, Nouveau Brunswick. JAIME LLAMBIAS-WOLFF, Association québécoise d'organismes de coopération internationale, Montréal, Québec. JEAN LOISELLE, Fondation Jules et Paul-Émile Léger, Outremont, Québec. CELIA LORWAY, Université St-François Xavier, Sydney, Nouvelle Écosse. JOAN McFARLANE, Journée mondiale de l'alimentation, Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard. JAN MacKENZIE, Carrefour canadien international, Whitehorse, Yukon. ÉGIDE MALTAIS, Centrale de l'enseignement du Québec, Montréal, Québec. NIGEL MARTIN, Conseil canadien pour la coopération internationale. PAT McCRAW, CANSAVE et Guelph African Famine Relief Network, Guelph, Ontario. NORM McLEOD, Collège Centennial, Guelph, Ontario. MARY MELNYCHUCK, Oxfam Canada, Winnipeg, Manitoba. ANN MARIE MUELLER, Institut Nord-Sud, Ottawa, Ontario. BILL NEWELL, Vision Mondiale, Mississauga, Ontario. ANNE NORTHCOTE, YWCA mondial, Etobicoke, Ontario. ELEANOR O'DONOVAN, Développement et Paix, Whitehorse, Yukon. JACQUES PARENT, Coopération internationale, Université Laval, Ste-Foy, Québec. RICK PATTEN, Conseil national du YMCA, Ottawa, Ontario. LLOYD W. PERRY, Fondation Harambee du Canada, Toronto, Ontario. BEATRICE REEVES, Fédération des instituts féminins, Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard. CARLOS RODRIGUEZ, Organisation canadienne pour la solidarité et le développement, Montréal, Québec. GÉRARD SAINT-CYR, École des pêches, Caraquet, Nouveau Brunswick. JOHN SAVAGE, Maire, Dartmouth, Nouvelle Écosse. TIM SHAW, Pearson Institute for International Development, Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle Écosse. JOAN SMITH, Cross-Cultural Learner Centre, London, Ontario. MORRIS SPICER, Homme d'affaires, Port Hawkesbury, Nouvelle Écosse. BRIAN STEWART, Correspondant étranger à Londres, Toronto, Ontario. THERESA STOKES, Don Snowden Centre, Université Mémorial, St. John's, Terre-Neuve. AINALEM TEBEJE, Université Carleton, Ottawa, Ontario. GRETA TIMMINS, UNICEF Canada, Calgary, Alberta. PIERRE VAILLANCOURT, Association québécoise des organismes de coopération internationale, Montréal, Québec. RAY VERGE, Alberta Agency for International Development, Edmonton, Alberta. SARITA VERMA, Entraide universitaire mondiale, Ottawa, Ontario. NORMA WALMSLEY, MATCH International Centre et Groupe de '78, Wakefield, Québec. GARY WARNER, Service universitaire canadien outre-mer, Hamilton, Ontario. GEORGE WEBER, Croix-Rouge canadienne, Toronto, Ontario. JOHN WIELER, Secours d'urgence à l'Afrique, Ottawa, Ontario. TONY WILLIAMSON, Don Snowden Centre, Université Mémorial, St. John's, Terre-Neuve. BERNARD WOOD, Institut Nord-Sud, Ottawa, Ontario.

TOM WORKMAN, Université York, Brampton, Ontario.
ABDINUR YUSUF, Agricultural International Development
Association of Canada, Ottawa, Ontario.

Documentation et dossiers Forum Afrique

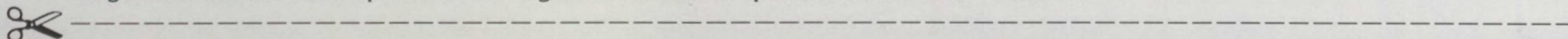
Tous les dossiers et la documentation entourant l'expérience de Forum Afrique qui s'est tenu de la fin de 1985 au début de 1986 ont été déposés au Conseil canadien pour la Coopération internationale à Ottawa. En plus des listes d'adresses, de la correspondance, des documents imprimés et des rapports, on peut trouver au CCCI des bandes vidéo-scopiques produites spécialement dans chacune des régions.

Les personnes désirant se procurer ou consulter ces documents doivent communiquer, à l'avance, avec le CCCI au 200, rue Isabella, Ottawa, Ontario, K1S 1V7, (613) 236-4547.



Les rapports imprimés sont disponibles à l'Agence canadienne de développement international
200 Promenade du Portage, Hull, Québec K1A 0G4. On peut se procurer la bande vidéo de Forum Afrique auprès de
l'Office national du film.

1. **La famine en Afrique et la réponse du Canada.** Rapport de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique pour la période de novembre 1984 à mars 1985.
2. **La Famine : plus jamais Une décennie pour l'Afrique.** Rapport de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique pour la période se terminant le 31 mars 1986.
3. **Les Canadiens et l'Afrique : ce qu'ils en disent.** Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique : sondage effectué à l'échelle du Canada en février 1986 par Decima Research Ltée.
4. **Forum Afrique : tous ensemble.** Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald, Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique : réunions régionales tenues de septembre 1985 à février 1986.



 Veuillez faire parvenir une copie de 1 2 3 4 (cocher s.v.p.), sans frais, à :
 français anglais

Nom _____

Organisme _____

Adresse _____

Province _____ Code postal _____

Faites parvenir votre demande complétée à A.C.D.I. 200 Promenade du Portage, Hull Québec K1A 0G4.

doc
CA1
EA400
86F51
EXF

.b2027690(E)
.b2087704(F)

Forum Africa:



Canadians Working Together



**A Report for the Honourable David MacDonald
on a series of community meetings from
September 1985 to February 1986.**



DDCS
 CA1 EA400 86F51 EXP
 Canada. Canadian Emergency
 Coordinator/African Famine
 Forum Africa : Canadians working
 together
 43243807

36

Canadian cataloguing in publication data

Main entry under title:

Forum Africa : Canadians working together : a report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine, on a series of community meetings from September 1985 to February 1986

Text in English and French.

Title on added t. p., inverted: Forum Afrique.

ISBN 0-9692493-2-2

1. Famines—Africa. 2. Economic assistance, Canadian—Africa. 3. Africa—Economic conditions.
4. Public opinion—Canada. I. MacDonald, David, 1936- II. Canada. Canadian Emergency Coordinator/African Famine III. Title: Forum Afrique.

HC800.F67 1986 363.8'096 C86-090159-9E

Cover

- M. Catley-Carlson addressing The National Forum
- T. Hockin, D. MacDonald, I. Oumarou, J. Laidlaw speaking at The National Forum

This Report was prepared with the collaboration of:

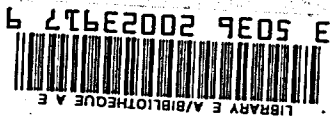
- | | |
|---------------|----------------------|
| Alan Clarke | Marie-Andrée Lalonde |
| Clovis Demers | Nancy Pawelek |
| Hampton | Boyce Richardson |
| | Gérald Simoneau |

Jean-Marie Barrier

Used in this report are
 Harbour, CIDA; Anne Lavender;

Laval University

Design and production
 Janus Hall Associates



Forum Africa: Canadians Working Together

**Report by the Honourable David MacDonald
Canadian Emergency Coordinator/African Famine
on a series of community meetings from
September 1985 to February 1986.**

43-243-807 ENG
43-243-809 FRE



Gouvernement du Canada Government of Canada
Coordonnateur canadien Canadian Emergency
des secours d'urgence Coordinator
Famine en Afrique African Famine

March 31, 1986

The Honourable Monique Vézina, P.C., M.P.
Minister for External Relations
Lester B. Pearson Building
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister:

I am pleased to submit this report FORUM AFRICA: CANADIANS WORKING TOGETHER, on a series of community meetings from September 1985 to February 1986.

When you asked me on May 31, 1985 to continue in my role as Canadian Emergency Coordinator for the Africa Famine, one of the specific tasks in my mandate was to "organize one or more symposiums on Canada's policy on Africa".

Following the launching of Forum Africa on September 4, 1985 in the City Halls of Ottawa and Hull, more than fifty communities participated in six regional sessions. The process concluded with the National Forum in Ottawa in mid-February.

Forum Africa allowed Canadians of different ages and different walks of life to evaluate the African crisis, to learn from it and to reflect on the role they could play in the recovery of those African countries suffering from famine. In addition to this printed report a videotape of the Forum Africa experience is also available.

In NO MORE FAMINE: A DECADE FOR AFRICA I recommended that Forum Africa should be continued as a focal point for the proposed programs and policies of the "Decade for Africa".

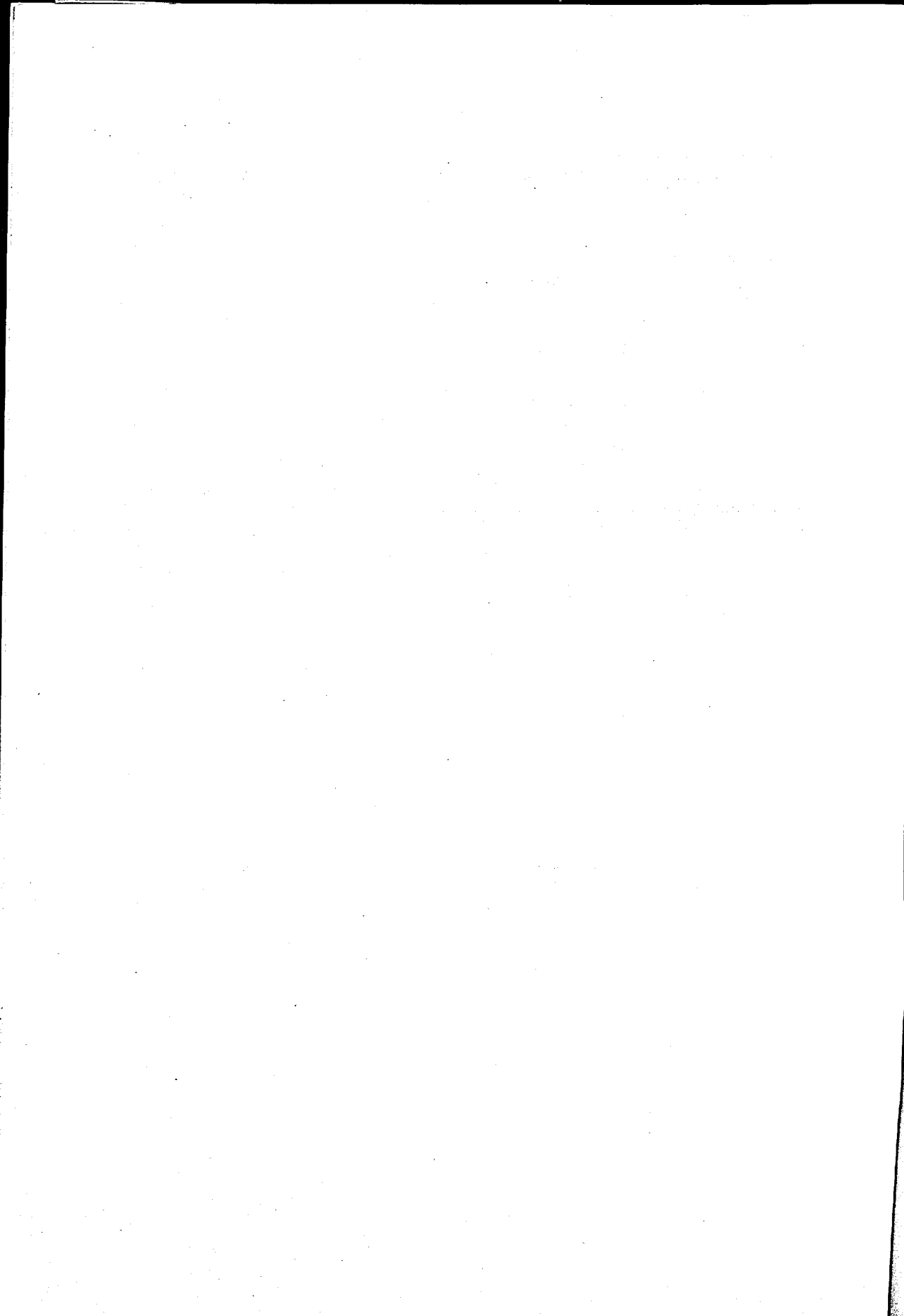
An opportunity should exist each year during the 'Decade for Africa' for Canadians in their local communities and on a nation-wide basis to both assess the progress being made and to further elaborate plans of action in support of African food self-sufficiency.

Yours sincerely,

David MacDonald
Canadian Emergency Coordinator
African Famine

Contents

Introduction	5
A Canadian Tradition	6
Building New Networks	7
Content of community discussions	9
Regional Forums	10
British Columbia, the Yukon	10
Northwest Territories	13
Atlantic	15
Prairies	18
Ontario	20
Quebec	23
National Forum	26
Overview	26
Why the National Forum?	27
The Workshops	29
New Actors	33
Looking Ahead	36
A Moral Imperative	36
Future Needs	37
Lessons Learned	37
Canada's Role	38
Africa's Role	39
International Partnership	40
A Strong Conclusion	41
Appendix	42
Forum Africa Video Report	42
Organizations involved with Forum Africa	42
Canada and Africa — No More Famine — Program of the National Conference	48
Participants in the National Conference, February 13, 14, 15, 1986	50
Documentation and Records of the Forum Africa Experience	53



Introduction

"The African famine made a community of the world in 1985, a historic fact in itself," wrote the Toronto Globe and Mail in a New Year's editorial. Somehow, the tragedy and horror of the famine had reached out beyond established structures, official channels and aid programs. This thought was vividly expressed by rock star Bob Geldof when asked in an interview whether "charity should begin at home". He replied: "What are you talking about? This is our home. Earth is it." Gerry Barr of the United Steelworkers believes: "We have an explosively sensitized population, for whom a great many windows have been shot open. . . It has been a shocking, exciting and bridging experience, and it is something that must be preserved at almost any cost."

The response to the African crisis around the world was immediate and unprecedented. In Canada, nearly one million people gave an average of \$60 each to help save 30 million Africans from starvation. Forum Africa sought to build on this generosity and global spirit in ways that the newly involved public could influence national policies for the future. Forum Africa began as a request of the Standing Committee on External Affairs and National Defence for increased dialogue on Canadian aid. As part of his second mandate, the Canadian Emergency Coordinator/African Famine, the Honourable David MacDonald, undertook a nation-wide series of public meetings designed to encourage Canadians:

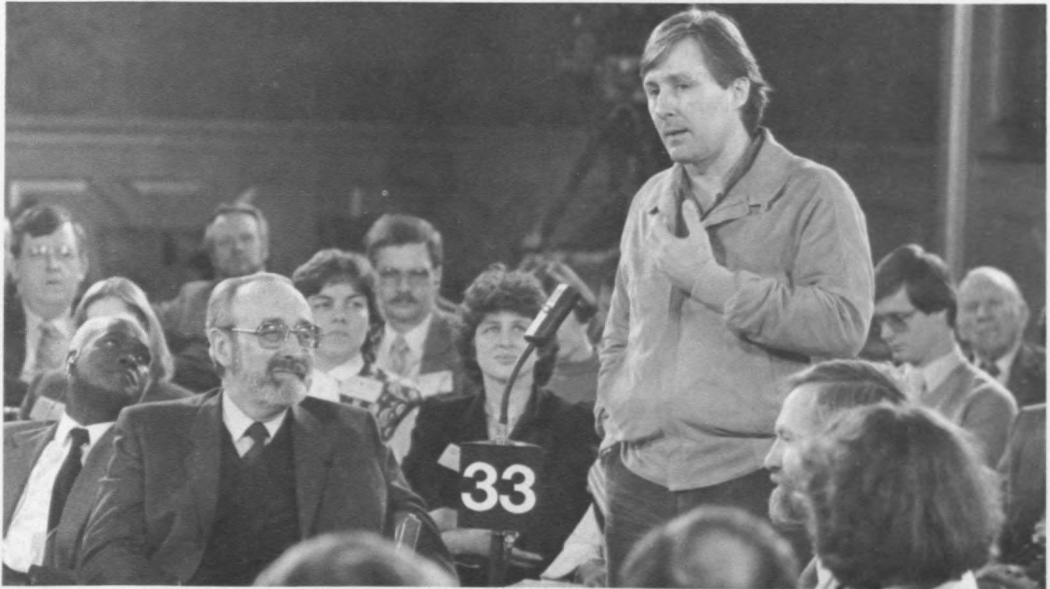
- to keep informed about the current situation;
- to discuss long-term solutions to help Africans rebuild agricultural and food self sufficiency; and
- to become actively involved in support of the African people through community projects.

A Canadian Tradition

At least two earlier approaches influenced the design and development of Forum Africa. First, some 500 organizations involved in development education activities have been educating Canadians about the need for global development for almost 20 years. Second, consultation, discussion and action at the community level have long been a part of Canadian life through programs and activities such as Farm Radio Forum, Citizens' Forum and the People's Food Commission. In keeping with the spirit of these forerunners, Forum Africa was community-based, and made use of television and teleconferencing technology to link people in different and sometimes isolated communities.

From start to finish, the Forum process took almost seven months. Forum Africa was launched in September, community discussions began in British Columbia and the Yukon in October 1985, moved to the Atlantic provinces in November, the Prairies in December, the Northwest Territories, Ontario and Quebec in January and February, culminating in a National Forum held in Ottawa in mid-February. In all, more than 50 Canadian communities became involved in discussions about Canada's future policy towards Africa. These meetings attracted not only Canadians previously involved in Africa, but a new group of Canadians concerned with the famine emergency.

Forum Africa attempted to mobilize and channel the nation's humanitarian response to the crisis. While the initiative came from the Office of the Canadian Emergency



Rick Patten at the National Conference, Forum Africa

Coordinator, it was recognized that to be effective, the Forum had to be community-based with local persons assuming responsibility for the leadership and the ownership of Forum Africa. Local, provincial and regional working groups composed of representatives of NGOs, churches, education, business, unions, municipalities and the media would assume responsibility for the program, publicity and other arrangements. The Office of the Coordinator would provide resource materials, assistance with publicity and other resources as required or requested by the working groups.

During the planning stages and the actual discussions the use of teleconferencing was to be encouraged, and in each region, local television programs would begin and conclude the community discussions.

The reaction and response of communities and regions to these initiatives varied. Initially, many questioned the objectives and goals of Forum Africa. There were many adaptations of what was intended as Forum Africa moved from region to region. In some instances for example with the resource materials, the posters and public service announcement weren't acceptable to local organizers and they were either adapted or rejected.

Building New Networks

Forum Africa was launched September 4, 1985, at a meeting and news conference held in the city halls of Ottawa and Hull. In the weeks prior to the launching, the Federation of Canadian Municipalities helped get the message out. The mayors of both Ottawa and Hull with the Minister for External Relations helped launch Forum Africa with representatives from various sectors of Canadian society.

At the launching, a timetable was announced for major community meetings to be held between September and December in all regions of the country. With only six weeks of lead time, the starting date seemed hopelessly close for busy volunteers. Yet, timetables were adjusted and each region adopted its own individual approach.

Every effort was made to tap into existing networks. In British Columbia, the community colleges played a central role; in Saskatchewan and Manitoba, provincial councils for international cooperation were instrumental; in Ontario and Alberta, a great variety of groups and individuals worked together, including universities, learner centres, local mayors and service clubs; universities, the credit union movement and NGO's led the way in Quebec; and various non-governmental organizations did the same in the Maritimes.

A media campaign, press kits and other promotional materials were prepared to support and promote local and regional Forum Africa activities. The media, particularly television, was used to reach the widest possible audience not only to give people the latest information on the situation in Africa but also to inform them, and involve them in Forum Africa activities.

The schedule of meetings across the country was:

BRITISH COLUMBIA AND YUKON REGION,
10 communities, October 15-19, 1985

British Columbia

Fort St John
Kamloops
Nanaimo
New Westminster
North Vancouver

Yukon

Whitehorse

NORTHWEST TERRITORIES REGION,

October 16 and 17, 1985 and February 2, 1986

Yellowknife
Frobisher Bay
Eastern & Central Arctic

ATLANTIC REGION,

November 26-30, 1985

New Brunswick

Bathurst
Caraquet
Campbellton
Edmundston
Moncton
Saint John

Nova Scotia

Halifax
Port Hawkesbury
Sydney

Prince Edward Island

Charlottetown

PRAIRIE REGION, 10 communities, December 3-7, 1985

Alberta

Athabasca
Calgary
Edmonton
(Medicine Hat)

Saskatchewan

Prince Albert
Regina
Saskatoon
Swift Current

Manitoba

Thompson
Winnipeg

ONTARIO REGION, 14 communities, January 14-18, 1986

Guelph
Hamilton
Kenora
Kingston
London

Ottawa
Peterborough
Sault Ste Marie
Scarborough
Thunder Bay

Timmins
Toronto
Waterloo
Windsor

QUEBEC REGION, 6 communities, January 21-25 and February 6, 1986

Chicoutimi
Montreal (2)

Quebec
Rimouski

Sherbrooke

The National Forum Africa Conference was held in Ottawa on February 13, 14 and 15 with an eight hour broadcast on the CBC Parliamentary Channel on Saturday, February 15, 1986.

Content

From the very beginning there was concern about how much direction should be given to local discussions. Speakers, panel presentations, resource persons, prepared questions and in some instances preliminary working papers stimulated discussions that led to hundreds of recommendations being made by groups in more than fifty communities. In many communities, as well, action plans were developed to explore such projects as "twinning" and other opportunities for "people to people" involvement with Africans.

Many of the recommendations were similar. They were grouped in thirteen categories:

1. Increased funding for NGOs and recognition that emergency as well as long-term aid is more effectively delivered by non governmental organizations than on a government-to-government basis.
2. The need for increased public education with suggestions for better information and cooperation as well as increased involvement by the education system and the media.
3. Concern with the present practices of tying much of our current bilateral aid to the purchase of Canadian goods and services.
4. Village twinning and similar community-to-community links were identified as particularly valuable for increasing public awareness and community involvement.
5. The issue of armaments versus development with suggestions that Canada assume a leadership role in persuading African states to resolve civil conflict; to cutting military expenditures and increasing aid budgets.
6. The problem of the African debt and the extent to which debt servicing and debt repayment threatens many African economies. Several measures, including rescheduling of payments and forgiving of loans were proposed.

7. The need to provide more support for the professional and technical training of Africans. Particular emphasis was given to ensuring access by African women to a wide range of training programs both in Canada and Africa.
8. The importance of building partnerships with Africans and ensuring that all aid whether it be at the individual village, national or international level meet needs as determined by Africans was seen as essential.
9. Issues related to the objective of food self-sufficiency, and the importance of water, health and appropriate technology in the achievement of this objective.
10. The concern that aid policies and programs respect and reflect the vital role of women in all aspects of African society particularly in agricultural production.
11. Calls for increased aid and concern that Canada was reducing its Overseas Development Assistance.
12. The need for improved consultation and cooperation between NGOs and government in Canada, by donor countries and within African countries.
13. Concern about the potential impact of food aid on local food production and the importance of adequate storage and transportation facilities to support local producers.

At the same time that groups were involved in Forum Africa activities other initiatives were taking place -- conferences, publications, radio and television programs which provided extensive information about African recovery.

One example "Canada and Africa: Common Cause" was published by the Group of 78. As King Gordon wrote in his article concerning TV coverage of the famine in Ethiopia. "We may have crossed one of the great dividing lines of history." This sense of global awareness was evident in many of the local and regional discussions.

Regional Forums

British Columbia and Yukon Region — October 15-19, 1985

The decision to begin Forum Africa in British Columbia was made for two reasons: the remarkable response stimulated by the Mayor of Vancouver's committee to assist African famine victims and British Columbians willingness to take the lead.

Following an organizing meeting in mid-August, Paul Gallagher, President of Vancouver Community College (VCC), wrote to the 14 other community colleges in the province. He asked the president of each college to name a convenor, to promote and organize the event. Eight colleges responded to his challenge.

The working group, based at VCC in Vancouver, making frequent use of teleconferencing, assumed responsibility for the provincial coordination of Forum Africa. A number of committees were formed and a person was hired to assist the working group. A sub-committee prepared a background paper exploring major aid issues using the following key questions:

- Why can't Africa feed itself?
- What type of programs does Canada provide as aid?
- What types of problems exist?
- How important is education in African states?
- What resources are appropriate?
- How can Canada help develop appropriate resources?
- What forces influence and determine the way aid is developed, delivered and distributed?
- Where do we go from here?



Charles Bassett, Betty Plewes, David Cadman and David MacDonald on KNOWLEDGE Network's broadcast, October 19, 1985

The working group in Vancouver also prepared promotion materials and distributed some 15,000 Forum Africa flyers to a wide range of associations: NGOs, political par-

ties, trade unions, women's groups, service clubs, universities, business councils, social planning councils, and race relations committees among others. Forum Africa kits were distributed in many schools in the province.

For administrative purposes, the Yukon was included as part of the far western region and, not surprisingly neither Yukoners nor British Columbians felt part of such a region. Initial contacts were made in August in Whitehorse. Unlike Vancouver, there was no existing network of organizations that had worked on the African famine appeals. By September, however, a number of people who had experience in Africa and were active volunteers with international development organizations volunteered their time to help organize.

The Whitehorse working group included representatives from many sectors in the community who used their own networks to promote the Forum. Whitehorse showed how a relatively small community can achieve impressive engagement with a serious issue. For example, Forum Africa had a display at a conference of the Yukon Teachers' Association. This led to distribution of the materials to local schools, and eventually to the distribution of Forum Africa kits to every school in the Yukon. Films on Africa were also provided and schools were encouraged to schedule one period in every classroom to discuss African famine issues. In addition, a series of radio interviews with Yukoners who had worked in Africa and native elders who had experienced famine, was broadcast on the local station.

Forum Africa week

While the mass media in Vancouver had not responded to the working groups' efforts to promote the Forum in advance, David Cadman, B.C. Chairman, was able to arrange province-wide coverage for David MacDonald's visit in the few days prior to the event. Forum Africa coincided with World Food Day, which in hindsight was a mistake because the two activities drew on many of the same interest groups and divided media attention.

In the Yukon, the working group were able to get excellent media coverage. The Commissioner of the Territory declared an "Awareness Week for African Famine" and one hour of television was devoted to African issues every evening of the week.

The event itself

The weekend of Forum Africa activities in British Columbia and the Yukon started with a KNOWLEDGE Network program on the evening of Friday, October 18.

The program outlined the purposes of Forum Africa, interviewed the organizers and described the current situation in Africa. British Columbia's remarkable, generous response to the emergency was reflected through interviews with representatives of NGOs, trade unions and churches.

The next day, in nine B.C. communities -- Fort St. John, Kamloops, Nanaimo, New Westminster, Prince George, Terrace, Victoria, North Vancouver and Vancouver -- groups met to discuss the issues. Whitehorse, which had seen a large turnout for a meeting addressed by David MacDonald on the Thursday night, had a well-attended and lively Saturday workshop.

Participants included NGO representatives, students, academics and the general public. Several communities combined Forum Africa with other activities. In Terrace, raffles, church collections, a dance and a bread and water banquet were organized to raise funds. Victoria held a walkathon before the discussions and Douglas College organized films and fund raising activities during the week.

Reports from discussion groups were phoned in to the KNOWLEDGE Network in the late afternoon. These were recorded for a second one-hour television program Saturday evening when David MacDonald was joined by David Cadman, of the UN Association, Betty Plewes of CUSO, and Charles Bassett of CIDA. During the program, the panel had a chance to respond to each report. Twenty minutes from the end of the broadcast phone lines were opened, and the panel was inundated with calls from British Columbia and the Yukon.

Recommendations from the groups focussed on issues which were repeated throughout the country. In addition, emphasis was placed on the need for an agency to coordinate relief and recovery programs, the establishment of a "peace corps" of skilled Canadians and the need for a public education and information system to provide regular information on international crisis situations, progress and problems. Whitehorse and North Vancouver announced their plans to establish a "partnership" with African communities. Finally, a number of communities planned to maintain the networks established through Forum Africa for the purposes of education, fund-raising and cooperative action.

Northwest Territories

Forum Africa in the Northwest Territories was originally scheduled for early December. However, this conflicted with municipal elections and the date was moved forward to coincide with B.C. and the Yukon. First contacts were made only a month before this date and Forum Africa materials were distributed to NGOs, churches and schools.

David MacDonald's visit to Yellowknife in mid-October received good media coverage and meetings were held with municipal and territorial government officials and church representatives. British Columbia's KNOWLEDGE Network programs were broadcast in Yellowknife on October 18 and 19. Though all this activity did bring a great deal of exposure to the issue, no workshop was organized in Yellowknife on the October weekend.

Forum Africa in the Northwest Territories took place on February 2, 1986, in the form of a two-hour television open-line show broadcast from Frobisher Bay. The Inuit Broadcasting Corporation (IBC) produced the program in Inuktitut, while CBC radio provided simultaneous translation in English, enabling the program to reach all communities in the central and eastern Arctic. The highlight of the program was a half-hour film "People of the Sand", produced by IBC about an Inuit delegation's visit to Ethiopia in November 1985.



Henry Evaluardjuk, sculptor, in a scene from 'People of the Sand'

The response of callers to this program showed that the African crisis had made a particular impact on the Inuit people who still had vivid memories of a famine they experienced a few decades ago. Callers gave priority to continued contributions to African relief and recovery efforts, and to the need to change Canadian policy to reduce armaments spending and reallocate funds to combat hunger and poverty.

Atlantic Region — November 26-30, 1985

Forum Africa in the provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island was organized through working groups at the local community level. Meetings took place over a period of four days and in a variety of forms which included conferences, workshops, public meetings, as well as teleconferencing and informal "get togethers" in private homes. Staffing differed from other regions. Local persons worked part time out of the Extension Department of St Francis Xavier University in Antigonish, Nova Scotia and from Femme en Focus and Canadian Catholic Organization for Development and Peace (CCODP) in New Brunswick. Local community working groups developed their own programs and schedule of activities without the help of a provincial or a regional working group. The Acadian community in New Brunswick was the exception. Different villages and towns cooperated closely to develop their program of activities.

To be flexible and allow the greatest possible access, video tapes in French and English were prepared to stimulate discussions on the famine. These tapes were sent to the Acadian communities in Edmunston, Caraquet, Bathurst and Campbellton in New Brunswick and to Sydney and Port Hawkesbury in Cape Breton.

A third and fourth program were broadcast Saturday morning and afternoon through Atlantic Satellite Network (ASN) which has a potential audience of 70 percent in the three Maritime provinces. The morning program featured a panel of Canadian and African experts discussing the causes of the famine in Africa, Canada's response and future role in supporting recovery and development. In the afternoon, program panelists responded to callers from the region. The panelists were John Godfrey of Ethiopia Airlift, Nigel Martin of the Canadian Council for International Cooperation, Ahmed Mohiddin of the International Development Information Program at Carleton University, Gloria Nikoi and Amon Nikoi from the Centre for African Studies at Dalhousie University and Pierre Racicot of CIDA with David MacDonald as moderator.

New Brunswick: In Moncton, Mayor George Rideout, CCODP and CN Marine were instrumental in providing advance promotion and support for the event and organizing a conference at the community college. The mayor's office was particularly effective in organizing media coverage. In Moncton, the Canadian Emergency Coordinator visited four high schools and spoke to thousands of students.

In *Saint John*, the Multicultural Association, the Red Cross and World Food Day organized two meetings. At one meeting representatives of NGOs discussed the goals and objectives of Forum Africa with the Canadian Coordinator. A press conference was held at Red Cross provincial headquarters. Acadian residents of *Edmunston, Caraquet, Bathurst and Campbellton*, after viewing the TV program, were linked by phone to share comments and conclusions from their meetings. Participants concentrated on the complex environmental, economic, political and social causes of the present crisis in Africa.

Nova Scotia: Forum Africa in Halifax and Dartmouth built on the momentum of the Ethiopia Airlift and a number of television features produced by Atlantic Television Network's anchorman David Wright. Press conference held by Mayor Ron Wallace of *Halifax* and *Dartmouth's* Mayor John Savage provided advance publicity for the Halifax Forum Africa, which was organized by Ethiopia Airlift, the Centre for African Studies, and the International Development Centre at St. Mary's University. The Forum Africa Conference began Friday noon and ended Saturday afternoon. Panel discussions and video tape presentations raised questions about long term perspectives for African recovery. A colourful backdrop to the event was Africa Night held Friday by the African Students Association of Dalhousie University. The conference attracted people from many different communities in the eastern part of the province who had been active through parish social action committees and local chapters of Development and Peace.



Pierre Racicot, John Godfrey, Nigel Martin and Gloria Nikoi on Atlantic Satellite Network's broadcast, November 30, 1985

Community discussions were held in *Port Hawkesbury* which also drew people from St. Peter and Havre Boucher. Here discussions focussed on all aspects of ecosystem management including reforestation, irrigation, fuel production and agriculture. The same topics were discussed by people from many parts of Cape Breton at the meeting in *Sydney* organized by the University College of Cape Breton. Similar to discussions in British Columbia, the ideas of cultural and work exchanges and twinning of communities interested participants at this meeting.

Prince Edward Island: Events held in *Charlottetown* during the week of November 25, included a press conference by Deputy-Mayor Jack Reddy and discussions organized by the Multicultural Centre with participation from Farmers Helping Farmers, World Food day and the Federated Women's Institute. The Charlottetown meeting was particularly interested in the role of women in development, small farms and the development of human resources in Africa. Priority was also given to long term planning and the provision of appropriate assistance to Africa.

In *Newfoundland*, there was keen interest in the African famine. Although no specific Forum Africa activities were organized, Memorial University hosted a CIDA speaker during the week scheduled for the forum.

Perhaps to a greater degree than elsewhere in Canada, recommendations that came out of the Maritimes were firmly based on the social and economic experiences of the region. For instance, fishermen wanted to make links with fishermen in the developing world; coal-producing areas had ideas about providing charcoal where it is needed; and there was a tendency to favour village-based, small-scale enterprises. Appropriate technology, food self-sufficiency and agricultural development were emphasized as priorities. Also approved were recommendations on the twinning of Canadian and African towns and villages and greater cross-cultural training for Canadians who are working with Africans. As in other regions, most communities also gave priority to public education in Canada, increased funding to NGOs and a reduction in the percentage of tied aid.

An international endeavour by Canadian and American cartoonists — *Cartoonists for Africa* — focussing on world hunger created an ideal climate for Forum Africa in the Atlantic region. The publishing of editorials and cartoons in all major daily newspapers on Monday, November 28 was very timely for the Atlantic Forum.

Prairie Region — December 3-6, 1985

The business community took a more active role in Manitoba and Alberta. In Saskatchewan, Forum Africa was fortunately able to tap into the solid network of NGOs which had strong links with farmers, union members, academics and other professionals.

Forum Africa activities took place in nine communities in the three provinces. Instead of working groups, each province adopted a somewhat different method of organization. In Saskatchewan, the Council for International Cooperation (SCIC) used its network throughout the province to hire part time organizers from some of its member organizations to coordinate activities in four communities. The Manitoba Council for International Cooperation (MCIC) concentrated on Winnipeg area NGOs while Brandon's Marquis Project organized a meeting in northern Manitoba. In Alberta, a number of groups organized Forum Africa events in four communities during the first week of December and later in January and February. The Saskatchewan meetings attracted a broader cross section of the community than the two other provinces.

On December 6, local cable stations throughout the Prairies broadcast a one-hour program on recovery and development issues which was specially produced to stimulate Forum Africa. CBC in Winnipeg produced the program, which was moderated by David MacDonald, and included panelists: Stewart Clark from the Mennonite Central Committee; Bill Harding of the SCIC; Ahmed Mohiddin from Carleton University; Rick Ward of CIDA; and Susan White of Oxfam.

Agriculture, the cornerstone of Prairie life, was the focal point of discussions. Panelists, who had lived and worked in Africa, used their knowledge and experience to suggest ways in which farmers and town dwellers could use their technology, and skills to develop appropriate policies and programs as well as projects for Africa.

On Saturday afternoon in Calgary's Stampede Centre, with the sounds and smells of a poultry show in the background, David MacDonald chaired a two hour Prairie-wide teleconference plenary session which linked eight communities. It was the first time in the Forum Africa process that the groups from across a region could exchange information directly with each other.

Manitoba

In Winnipeg, Mayor William Norrie hosted a businessman's breakfast which was followed by a press conference

and a number of radio interviews on December 3. MCIC's full-day workshop on Friday emphasized the NGO's role in response to the emergency, and examined public education and information needs in the community. In *Thompson*, representatives from some ten other northern communities gathered on Saturday morning to plan a northern Manitoba development education network. They went on to hold a workshop on Africa in the afternoon under the leadership of the Marquis Project, a development education agency from Brandon.



Ahmed Mohiddin, Susan White and David MacDonald on CBC Winnipeg's production for the Prairies.

Saskatchewan

The Saskatchewan Council for International Cooperation organized Saturday workshops in four communities across the province. These events received extensive media coverage and attracted the support of a broad cross-section of the communities. A *Regina* luncheon meeting December 3, followed by a press conference and radio and TV interviews, started off the week's events in that city. The workshop on Saturday concentrated on human resource development, research, education, the need for effective aid delivery through the NGOs, African self-sufficiency, agricultural programs, and also the difficult problem of African debt loads. In *Saskatoon*, the workshop focussed on similar issues, and included some discussion of Canada's foreign aid programs and priorities. In *Swift Current* there was particular interest in the need to untie aid and to manage

the ecosystem and achieve food self-sufficiency. In *Prince Albert*, priority was given to the need for women's programs, for more so-called grassroots programs and again, the need to untie aid. The agricultural communities on the prairies used their specific expertise to discuss how they might best help Africans improve crops.

Alberta

The Red Cross provided administrative support throughout the province. A variety of other organizations, including the African Students' Association, the African Association of Alberta, the International Student Centre, the Learner Centre, and the Interfaith Group for African Famines collaborated on two public forums in *Edmonton*. The city's Deputy-Mayor, Percy Wickham, also held a press conference on the issue. In *Calgary*, Mayor Ralph Klein convened a press conference. The Red Cross, the Arusha International Development Resource Centre, and the Southern Alberta World Development Animators Project collaborated on a Friday evening forum. Food production, agriculture and appropriate technology were a focus of interest at the Saturday workshops. These were sponsored by employees of Amoco Canada Petroleum and the Jaycees' Outstanding Young Farmers Program. A discussion on foreign aid policy and programs was also held at *Athabasca University*.

Both organizing groups in *Calgary* viewed the December meetings as the beginning of Forum Africa discussions in their community and continued meeting in the new year. The NGO working group in *Calgary* and the Learner Centre in *Medicine Hat*, held further Forum Africa discussions in conjunction with Ten Days for World Development in January and February 1986. Future plans also included the sponsorship of the next Kinsmen football team to Africa by *Calgary's Stampede City Kinsmen*. Plans were made to re-broadcast the one hour Forum Africa television program in various prairie communities in early 1986.

Ontario Region — January 14-18, 1986

Forum Africa in Ontario got its start when members of the African Famine Relief Network in *Guelph* and Susan James of the University of *Guelph's* Centre for International Programs took the initiative to establish a province-wide working group with representatives from 15 Ontario communities.

The setting up of a province-wide working group to organize the forums was unique to Ontario and worked well. The Ontario forum was rescheduled from October to January and organizers benefited from the extra preparation

time. The Ontario working group, making extensive use of teleconferencing, provided leadership, direction and support to local working groups to organize forums.



Forum Africa in Ontario, a scene from the Ottawa meeting, January 18, 1986

A staff person, located at the Centre for International Programs, provided support to the Ontario working group. An information sheet was prepared addressing the following questions:

- How has my money been spent?
- Has it done any good?
- Is the African famine resolved, or will it continue for years?
- Was the crisis the product of nature and bad luck, or of human error and bad policy?

- What hope is there for recovery?
- What are the success stories?
- Why is it in Canada's interest to help?
- What difference can we make?
- What direction should Canadian policy take in future?
- What can I do?

Publicity/Outreach

Communities in Ontario advertised the local forums through posters, notices in newspapers, public service announcements and mailouts. Radio, newspaper and TV interviews featuring local organizers were conducted in the week preceding the forum. Several communities received the support of their mayors in declaring Africa week or day(s).

Forum Africa found that in the smaller Ontario centres, the print media and regional television welcomed the challenge of a broad, international issue, to deal with something that was outside the normal scope of their interest.

The Forum

The initiating event in Ontario was a lively 90-minute discussion on the political, social and economic causes of famine and the pros and cons of international aid which was broadcast on TV ONTARIO's 'Speaking Out' program. African recovery was discussed by a panel including David MacDonald, Nigel Martin of CCIC, Negesti Hintsa of the Eritrean Relief Association and journalist Peter Worthington. The audience was estimated at 750,000, and it is an indication of the considerable interest in the issue that 25,000 people thought it worthwhile to call in their answer to the question -- "Are Africa's hunger problems beyond the help of foreign aid?". While the program no doubt attracted interest to Forum Africa, some concerns were expressed about the provocative and controversial nature of the show. It was, however, used as the basis for discussions the next day in many Ontario schools.

Forum Africa workshops and events were held in Kitchener-Waterloo, Windsor, Timmins, London, Toronto, Ottawa, Kenora, Sault Ste. Marie, Hamilton, Peterborough, Scarborough, Thunder Bay, Kingston and Guelph. At noon on Saturday, 11 of these communities were linked through teleconferencing to exchange views and work towards a set of recommendations.

For the first time most communities used an evaluation form designed to enable organizers to assess participation and the workshops. Of all those who attended the forums in the different communities, about three-quarters had given money during the emergency, though only about half were

actively involved in work with NGOs. Half of those who attended said their attitudes had been changed by the discussions, and most were motivated to become more involved — rather than simply contributing more money.

The recommendations from the Ontario meetings focussed on common themes identified in other regions. The issue of high and differential fees for African students in Canada was raised in several communities. It was felt that the effectiveness and efficiency of NGOs and government work in Canada and Africa could be achieved by cooperation through the establishment of a permanent liaison body. Priority was also given to increased NGO coordination within Ontario and with the Ontario government.

The Ontario working group established a solid network which enabled participants to prepare recommendations to the National Conference and briefs to parliamentary committees reviewing foreign policy issues. As well, the groundwork was laid for an ongoing network, linking people interested or involved in Africa development issues.

Quebec Region —

January 22-26 and February 6, 1986

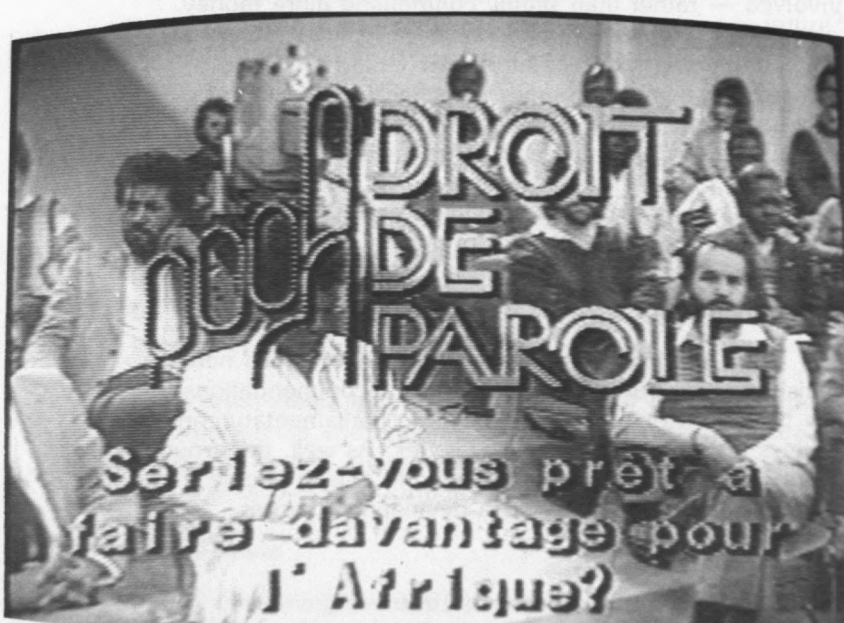
Forum Africa in Quebec had a strong regional and international flavour. It was organized on a decentralized basis with local NGOs, universities and international student's associations playing an active role.

The initial approach, through the mayors and municipalities, was not practical in Quebec, where local government seldom gets involved in wider issues: these are considered to lie within the responsibility of the provincial government.

In Rimouski and Sherbrooke, voluntary associations active in development work formed local working groups. Throughout the province the Canadian Catholic Organization for Development and Peace and the Desjardins Credit Union Movement provided leadership and organizing capacity.

There was excellent and very broad media coverage in Quebec. Press kits and releases distributed to all newspapers, radio and TV stations resulted in a number of articles and programs as well as publicity about the Forum Africa events. In addition, by good fortune, Forum Africa in Quebec coincided with the screening on television of the series "Le Défi Mondial", based on Jean-Jacques Servan-Schreiber's book on major world problems. This provided an excellent background against which to discuss the problems of Africa. The Saturday forums in Quebec were

preceded by a television discussion on the popular Radio-Quebec program "Droit de Parole", where a number of panelists, mostly from the Third World, made personal



Scenes from Radio Québec's *Droit de Parole* broadcast on January 26

statements and were questioned by an audience of about 25 people from Quebec NGOs. The program which posed the question: "Would you be ready to do more for Africa?" was seen by an estimated 400,000 people.

The two major purposes of the meetings in Quebec were to bring together people interested in international cooperation and development to share information and to prepare recommendations for federal government policy. The topics discussed in the Forum Africa meetings included food aid, women and development, the African development perspective and the possibilities for action at a local, provincial and national level.

Workshops in *Chicoutimi* on January 25 focussed on food production, health and community projects with a theme of planning for future action. *Montreal* held four workshops focussing on three of the above issues as well as the role of the private sector with the theme of "Where do we go from here?". Planning for future action was also the theme in *Rimouski* where participants took part in workshops on food aid, Canadian overseas assistance programs and activities already achieved in the community. *Sherbrooke's* Forum Africa plenary discussions dealt with the issues within the theme of planning for future action and directions in international development. Mechanisms and programs to assist Africans in their own development and food production were the topics of discussions in *Quebec* city. A Forum Africa meeting for the anglophone community was held in *Montreal* on February 6. It provided an opportunity to network and discuss similar issues.

All the Forum Africa meetings had a number of speakers and resource persons with extensive knowledge and experience. Also participating and contributing their special knowledge were many Canadians of African origin and African students. Participants included a large number of people involved with NGOs, the university community, the business sector and the general public.

The communities had decided that teleconferencing would distract from discussions and was not the most effective means to achieve a regional report. Instead a small team of rapporteurs was assigned to meet with local organizers and prepare a report of their recommendations. The Quebec report includes many of the common themes identified in other regions. High priority was given to improving the effectiveness of Canadian institutions and programs through increased funding, cooperation and consultation. A variety of recommendations were made to enhance the support, participation and training of women and the overall development of African human resources. The development of a Code of Ethics of Development Aid, the implementation of the New International Economic Order resolutions and disarmament negotiations were identified as factors which should shape Canada's foreign policy.

National Forum

February 13, 14 and 15, 1986

Overview

More than 100 participants attended Forum Africa's National Conference held on Parliament Hill in Ottawa. (*) External Relations Minister Monique Vézina officially opened the National Conference and speeches were given by a host of international and national figures who played a key role in the response to the emergency in Africa. These included Ide Oumarou, Secretary-General of the Organization for African Unity; Maurice Strong, Executive Coordinator of the United Nations Office of Emergency Operations (OEOA); Edgar Pisani, Chairman of the Preparatory Committee for the May 1986 United Nations Special Session on Africa; Stephen Lewis, Canada's Ambassador to the United Nations; CIDA and IDRC presidents Margaret Catley-Carlson and Ivan Head; pollster and Decima Research Chairman Allan Gregg; and the Canadian Emergency Coordinator/African Famine.

Each of the speakers addressed the theme of the conference, how the African famine had become a "turning point" not only for the public but for Canadian and international governmental as well as non-governmental institutions.

Elements of the National Conference's Friday and Saturday sessions were broadcast to a potential Canadian audience of 40,000 through CBC's Parliamentary Channel, available across the country on local cable systems. The broadcast enabled the widest-possible audience to participate in the conference, in particular reaching those people who had been active in the regional forums but were not present at the national meeting.

Great care was taken to ensure that this meeting was truly national, and representative of the various regions and interests. The Canadian Emergency Coordinator's office in Ottawa, with advice from regional organizers, the Canadian Council for International Cooperation (CCIC) and Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI) issued invitations to 75 participants. As nearly as possible, an attempt was made to achieve a balance between the two official languages, the half dozen

(*)The meeting was linked to Africa Day, an event jointly sponsored with the Parliamentary International Forum, featuring many exhibits of Canadian organizations working in Africa.

regions, non-governmental organizations and members from other sectors — labour, business, entertainment, etc. — whose involvement had been triggered by the emergency. Members of Parliament were also invited to the Conference as participants, and to listen to the expressed views of the people of Canada.



Africa Day, Parliament Hill, Ottawa, February 13, 1986

Why The National Forum?

The fact that Forum Africa were speaking to a government that wanted advice and wanted to continue to be effective in Africa was a central theme of the National Conference. The Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, in her address to participants, said:

"Forum Africa has been part of the consultation process undertaken in the context of our review of foreign policy. We wanted to give the floor to Canadians who were involved in recent months in the African crisis. Their contribution will be invaluable to the Parliamentarians charged with making recommendations to the government".

Stephen Lewis, Canada's Ambassador to the United Nations captured the essence and importance of the national meeting when he said:

"This conference of Forum Africa is a turning point, but also a beginning. The collaboration of Canada with Africa has made a difference not only to the United Nations, but to the basic values of Canadian society".

And, Canadian pollster Allan Gregg* summed up the mood and attitudes of many conference delegates at the outset when he discussed the results of his nation-wide survey of Canadian attitudes towards foreign aid issues and the African famine.

"I believe the Canadian response to the famine is consistent with the view Canadians have of themselves. In other research we have found that Canadians consider themselves to be peaceable, tolerant of divergent views and ways of life, and charitable, and they hold the same view of their nation. We see a population that recognizes the problem, believes that they, and their government, are part of the solution, and who also believe that Canada has a major role to play in brokering international difficulties."

Gregg's results in fact revealed that Canadian interest in the subject of the famine had not waned as the African emergency receded from news headlines. Indeed, the poll showed that the crisis in fact had made Canadians increasingly aware that in a shrinking world we are our brother's and sister's keeper.

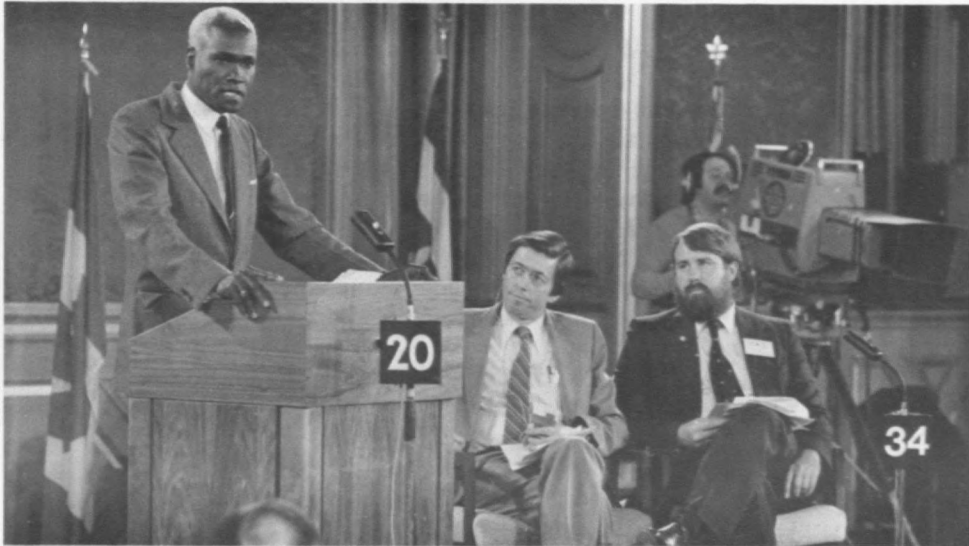
Many at the meeting felt that the momentum created by the emergency and furthered by Forum Africa should not be allowed to die. The depth and variety of issues discussed and the very nature of the national consultative process precluded the issuing of a neat, packaged, series of conclusions at the National Conference. Instead, suggestions were made as to what should happen next covering many issues of Canadian-African relations from the specifics of how to "twin" communities to the more general concern of how to increase the level of Canadian assistance to Africa.

*Allan Gregg is chairman of Decima Research Limited. The Coordinator's Office commissioned Decima to survey Canadian attitudes towards the famine and the results have been printed in a separate report *CANADIANS AND AFRICA: WHAT WAS SAID*.

The Workshops

After consultation between representatives of the Canadian Emergency Coordinator's office, the Canadian Council for International Cooperation (CCIC), African Emergency Aid (AEA) and the regions, four questions were designed which took into account many of the issues raised by the regional recommendations. The questions were:

- Are new priorities or objectives needed?
- Are new institutions or structures needed?
- Are new forms of public participation and awareness required?
- Are new ways of co-operation required?



Ide Oumarou addressing the National Conference, February 15, 1986 with David MacDonald and David Cadman

On Saturday morning, participants met in six workshops. These groups discussed not only the ideas that had been presented to them the previous day, but also the many proposals that had come in from the regional forums. The reports from the six workshops follow:

Are new priorities or objectives needed?

Rapporteur: Bob Hawkesworth, Calgary alderman

Answer: The government has not clearly defined its objectives and priorities; therefore it should establish a strategic plan, setting out clearly measurable objectives for development assistance. In this plan assistance to Africa must be given a high priority, and Canada's Official Development Assistance must reach .7 per cent of Gross National Product by 1990, not, as now promised, by 1995. This plan should be directed towards achieving the needs

articulated by the Africans themselves, the list outlined by the Organization for African Unity being an important place to start.

There is evidence of a long-term commitment from the Canadian public, and the government should find the political will to respond, to build on and to improve its present performance. The present attitude towards Africa appears to be to put out fires as they occur.

Forum Africa should be carried on in some form in the years to come.

The Canadian government should declare a Decade for Africa and cast its policies within that time frame.

Africans must be partners in this enterprise with Canadians, and the emphasis should be on grassroots developments that are small-scale and labour-intensive, with an emphasis on women, health, improved credit for small businesses and local farmers — in short, Canada's efforts should be directed to help with the self-development of the people of Africa.

Aid and development funds must be untied from the requirement to use Canadian suppliers.

The NGOs should play an important role and should be involved with the general public in formulating Canada's long-term strategy.

To facilitate full discussion of Canada's long-term response, the federal government should convene a special sitting of Parliament on this subject, to be held before the Special Session of the United Nations General Assembly, scheduled for May 27-31, 1986.

Are new institutions or structures needed?

Rapporteur: Michel Doray, President,
Société de développement international
Desjardins, Lévis

Answer: One of the six workshops wanted to maintain Forum Africa in some form as a new structure, but the other five workshops favoured greater use and improvement of existing structures. Needed improvements included:

- better co-ordination among NGOs, both in Canada and in the field, with particular reference to the need to share information; possibly through some form of data bank;

- better consultation, possibly through the creation of standing advisory groups including universities, NGOs, and small and medium-sized businesses; and
- increased participation of Africans, a greater sense of partnership with Africa, and easier access to Canada for foreign students.

In general, there was a wish for a reinforcement of institutional co-operation between NGOs in Africa and Canada in both long-term and short-term planning, with particular reference to:

- participation of women in development;
- reaction to emergencies;
- improved contacts with African countries;
- the possible appointment of Canadians as honorary consuls to represent African nations not now represented.

The more positive elements of Forum Africa should be integrated into CIDA. In short, not new institutions, but better ones are needed.

Are new forms of public participation and awareness required?

Rapporteur: Pat McCraw,
Guelph African Famine Relief Network

Answer: Communications and education are fundamental to maintaining a high level of public interest. To that end, there is need for an information clearing-house, or data bank, through which interested parties can be kept abreast of up-to-date information.

University funding for African studies should not be allowed to decline, and a means must be found to help pay the fees of African students. They should also be granted work permits, to enable them to take a full part in Canadian life while they are not studying, thus making contacts with Canadians which would otherwise not be open to them.

Interested people must learn how to work with their local media to ensure that public awareness of Africa and its needs are maintained, but alternative media (for example, newsletters of interested organizations) could be used far more creatively than they are.

The Prime Minister should be urged to make a trip to Africa, accompanied by the Canadian media, as an effective means of focussing continuing attention on the subject.

The workshops felt it important that the Office of the Canadian Emergency Co-ordinator be continued.

Twinning has already emerged as a popular option for establishing closer collaboration between Canadians and Africans, with Halifax, London, Kingston, Calgary and Prince Edward Island already committed to imaginative schemes. We challenge Canadians to continue twinning through their communities, institutions, associations.

Are new ways of international co-operation required?

Rapporteur: Patricia Keays, Associate Director,
International Programs, Malaspina College,
Nanaimo, B.C.

Answer: Cooperation must be based on listening to people from Africa, at the village level, and following the agenda set by the Africans. Canadians should work with, not for, Africans.

The sort of co-ordination that has occurred between the agencies in the last 18 months should continue, as should the recent co-operation between governments, NGOs, corporations, and municipalities.

African participation must be increased: Africans should be represented at all levels of development assistance.

Existing networks should be used more than they are: for example, the international network of the YMCA can reach to every level of African societies.

Among suggested new initiatives was the proposal that Canada should have a representative at the World Bank who is concerned not just with financial matters but also with development.

African students should be helped to study in Canada, and ways should be found to use them in international co-operation and development work in Canada.

We must rigorously examine our economy, and the whole international economic order, which at present does not allow African countries to stand on their own feet and meet their own needs.

The relationship between armaments, development and peace should not be ignored.

Forum Africa has been very significant and should be kept going, there should be more time for discussion in future meeting of this nature.

New Actors

One striking aspect of the National Conference was the strong presence of a number of new players in the international aid arena. Delegates heard from representatives of the Canadian music industry, labour unions, municipalities, and credit unions.

Maureen Jack, Executive Director of Northern Lights, reviewed the remarkable contribution made by musicians in Canada and abroad and the deep emotional impact the entertainment industry had on Canadians:

"Certainly Northern Lights began in the music industry with the recording of our song that Canadians have come to love and call their own "Tears are not Enough". But over the months, our membership swelled to include so many facets of our society, radio broadcasters and press journalists. The three major television networks co-operated with each other for our benefit. Many, many volunteers committed countless hours of unwavering dedication. The filmmakers, the theatres, the record and video stores, the corporate sponsors, they all donated energy and resources in support of our cause, this cause. And undoubtedly, we have all grown and benefited from the experiences that we have shared".

While music stars were on centre stage captivating the imagination and attention of Canadians, the United Steelworkers of America were quietly working away behind the scenes. Gerry Barr, a representative of the largest industrial union in Canada, reported at the National Conference on an unprecedented initiative being adopted by steelworkers' unions across the country.

"Very simply, we came up with a piece of contract language which calls for the deduction of a penny an hour to be devoted to Third World aid and development activity. These funds would be pooled in a new

union mechanism named the Humanity Fund and administered through that mechanism.

It is an exciting idea to say the least. It is brand new for us and it is brand new in the trade union movement. There are ripples which flow from it (this initiative) which go past our own union and happily to other unions. We had no sooner embarked on this process than we got, in fact, one of the first official inquiries from the Secretary General of the Trades Union Congress in Great Britain and the second inquiry from the shop steward in a hotel/restaurant local in Hawaii.

As the news spreads there is a kind of catchyness and lovely infectious quality about the idea, the simplicity of it and the practicality of it which can be picked up and applied in other contexts”.

Over the past year and a half, many Canadian municipalities seized the spirit of their communities and supported every kind of project from Adopt-A-Village initiatives to sponsoring medical teams for Ethiopia.

Dartmouth's Mayor John Savage affirmed that municipalities that made an impressive contribution during 1985 can play an even larger role in years ahead:

“The municipalities have a saying — municipalities is where the action is, this is where people are, this is where the communities are and this, of course, is where many of the NGOs receive their staunchest and most regular support.

I think also that municipalities may have an important role in changing the direction that has been spoken about today. Maybe we in the municipalities using the municipal opportunity can bring people to understand that the long-term crisis remains”.

Michel Doray of the Mouvement Desjardins described to conference delegates the theme of the credit union movement's information dissemination initiative in Quebec which continues to grow.

“We emphasized a very positive vision of development. We focused on initiatives

taken by Africans, who before foreign aid was granted, decided to take care of themselves at the village and sub-regional levels. This included farmers from Burkina Faso and cattle breeders from Zaire. We wanted our network to understand, that in spite of a lack of balance, in spite of critical insufficiencies, there were individuals, groups and communities in Africa who took care of themselves. And, we intend to reach a balance in our publications, between the contribution of our own reporters, Canadian journalists and information provided by our African partner."

Throughout the regional forums and again at the National Conference, Forum Africa participants expressed the need for more comprehensive and more systematic media coverage of developments in Africa. CBC's correspondent Brian Stewart responded to these concerns.

"The networks in Canada and the press in Canada are abysmally represented overseas. You all know how few Canadian reporters there are overseas. There are I think 3 print reporters, full time Canadian print reporters, in all of Africa only 2 in black Africa.

As a nation we are almost going blind because of the lack of people out there reporting from a Canadian perspective. And, it is not just a problem with the media. There are not enough External Affairs people in Africa. I think I heard a figure of 50, there are I think 1,000 in London, England.

We are not out there in the Third World enough and I think one of the things you can do to try to get more attention is to really fight, demand, scream. Editors get lobbied by business, they get lobbied by unions, they should be lobbied by NGOs.

I also think that the kind of focus this organization (Canadian Emergency Coordinator's Office) has had an impact at least concentrating Canadian media attention to a degree which you actually don't get in England, you certainly don't get in the United States and that is perhaps part of the unique Canadian response that we have seen".

Looking Ahead

The Decima Research survey, conducted a year after the height of the famine crisis, revealed a majority of Canadians still ranked poverty and hunger as their main international concern, placing this issue ahead of the arms race and the world economic situation. As well, the study showed an overwhelming number of Canadians believe Africa requires the greatest amount of Canadian assistance and they feel that governments and individuals should do more to help. As many as 97 percent believe the drought and famine has not ended and that the emergency is not over.

• A Moral Imperative

Ambassador Stephen Lewis at the conclusion of the meeting defined the reasons for Canadian interest in this issue.

“Allan Gregg’s survey of Canadian opinion bears out what I have always believed: we are a generous, caring society. This commitment we have to multilateralism is real. The internationalism which we adhere to is rooted deeply in the psyche of Canadians.

We cannot let our western colleagues, the developed world, pull back and get off the



Brian Stewart addressing the National Conference, February 15, 1986 with Rosemary Kuptana and Jean Loiselle

hook. We have to lead by example. Canadians want us to do that. The obligation is a moral imperative: the issue is looking for moral leadership, and this country is capable of providing it."

• **Future Needs**

By giving an up-to-date report on the emergency situation in Africa, Maurice Strong described why it was important that Canada maintain an active role.

"What has happened in Canada in the last year must in some fashion continue. The battle of 1985 that permitted the survival of 35 million people has been largely won, but the war is just beginning.

The African emergency is far from over, but it now enters a new phase, shifting focus to the support for recovery. There is no room for complacency. Nineteen million people still need emergency assistance, and many more remain vulnerable.

Probably more than a million people died in the famine. What they had to endure is unimaginable. Most of these deaths could have been avoided if early warnings that were given had been heeded, but the African governments and aid agencies did not have the resources they needed. What eventually happened was one of the most complex humanitarian operations of all time. Three billion dollars worth of relief supplies were mobilized from hundreds of different places around the world. All those who participated are entitled to feel more satisfaction, but the real heroes are the African people themselves."

• **Lessons Learned**

CIDA's President Margaret Catley-Carlson said government institutions had learned some important lessons over the past year and a half. She gave a frank analysis of the impact the emergency had had on the Canadian International Development Agency (CIDA).

"A trauma such as the African famine shakes a development agency to its core. What has been the most profound change in CIDA's thinking, post-1984? It is the rea-

lization that the single-project approach to development, which works well in North America and often in Asia, just won't work in Africa because the leap is too great.

That's a cataclysmic admission because all of us, the World Bank, the regional banks, the Swedish, the French, the American, we all essentially put together agencies based upon the project approach, and to have to come to the dawning realization that the project approach while it did serve well in some areas may not be the key to development in Africa is, as I say, an astonishing leap.

If we all start changing the way we do something this will probably be a real watershed in development to move away from being fixed on projects — you know projects, they can be lined up, they can be evaluated, they can be dropped into chunks, they can be separately financed, they can have different administrating agencies, you can tie bits of them and then you know how to monitor and evaluate them — they're terribly convenient entities. What are we going to do if we lose projects, I mean we're really going to have to examine the way we do it all.

The second lesson is, in a nutshell, "fix - don't build". The available dollars can do more good, faster, if we use them not to create costly projects from scratch, but to get what already exists back into good running condition."

• **Canada's Role**

At the National Conference, politicians, international and national aid experts outlined what future role they saw Canada playing in the recovery. Monique Vézina, Minister for External Relations, said:

"Slowly, but surely, a vast program of recovery is being outlined — a program in which Canada will play her part. . . We must never lose sight of the ultimate objective — food self-sufficiency — and of the fact that in order to achieve it we must work at all levels. . . We have taken the first step: we have realized the gravity of the situation.

Our role is to encourage, to shape, to help government and peoples themselves to make the necessary changes. Ecological redress, increase in food production, these things will happen only if action is taken on all fronts. . .

The peasant himself, and herself, must be the prime mover in this strategy. We must rely on the human potential of Africa, as well as on the ability and commitment of Canadians who are working towards the development of the continent."

Maurice Strong explained the uniqueness of Canada's position and the potential role this country could play if there is sufficient political and public will.

"There is a new realism in Africa, a reasonable degree of consensus about the needs. The main responsibility rests on the Africans, but they cannot do it alone. They need sustained international support. Canada, with its unsurpassed reputation in Africa, will have a critical role. We have a great opportunity and a special responsibility. It will not be as easy as in the past. The political costs will be substantial. Canada's reputation is on the line. But I believe Canada can be counted on. We did not earn our good reputation for nothing. The survival of millions of Africans depends on it."

• **Africa's Role**

It was repeatedly stressed throughout the conference that Africans themselves are playing a vital role in the recovery effort. In his opening address to National Conference delegates, the OAU's Ide Oumarou outlined a blueprint for recovery adopted by African heads of state at a summit meeting of the OAU in July 1985. The priority program for economic recovery was designed to speed up the growth rate for agriculture and resulted in member states pledging to devote 20 to 25 percent of all public investments to the rural sector, a dramatic increase in the 5 percent currently expended.

Mr. Oumarou told the National Forum that the OAU summit has recommended to the international community that there be:

- Close co-operation between institutions, donor coun-

tries and recipient African governments, as well as transit countries.

- Technical and financial assistance for transporting, stocking and distributing food aid to drought and famine victims.
- Financial support for the Special Emergency Fund for African Famine and Drought Relief, created in November, 1984 by the OAU.
- Appropriate technology transfer and local technological development.

• **International Partnership**

Another message that came out of the National Conference was a need for Canada to continue to heed responsible African leadership's clarion call for a new international partnership. In his speech, David MacDonald pointed out that: the first signs of an important collaboration for the future were to be seen in the statements of the OAU and the Bonn Summit Experts Group. The Special Session of the United Nations lay ahead, and it was crucial for countries like Canada to seize the moment.

"This is a unique opportunity to forge a long-term commitment and collaboration that can make our determination that there be no more famine a reality."

Along with governments, NGOs could also play an effective role in the international scene. Edgar Pisani, Chairman of the Preparatory Committee of the United Nations' General Assembly's Special Session on Africa, said NGOs internationally have three roles to play: the first is to help with the creation of non-governmental organizations in African countries. But, there are essential differences between voluntary organizations in North America and those in Africa.

"One must realize that in Africa, the states are weak and because they are weak, they tend to use their political capabilities to strengthen the state, sometimes at the expense of the civil society. The NGOs were born as a means of counterbalancing this tendency, and this was a political revolution of undoubted significance."

The second role of the local NGOs would be to remain in close contact with all of African society, to be the purveyors of technology, of know-how, of self-accountability. But they must be careful not to take the place of those who should be responsi-

ble for their own development, and thus, under the pretext of helping them, preventing them from accepting responsibility for their own future.

The third aspect to underscore is the role of the NGOs and the growing number of major projects. Africa needs major projects, but until now, such projects have been appended to African reality but have nothing to relate them to the human and social reality of Africa.

Unless every major project is surrounded by a chain of men, women and organizations through which African society will be integrated, it will not achieve its full potential. It should not be the government's project, or the project of a firm from the outside, but rather a community project, a village project, the clan's, the tribe's, the family's."

A Strong Conclusion

Forum Africa concluded with Canadian Emergency Coordinator saying:

"There were three things that stood out loud and clear. First of all we must have a commitment, not just a commitment from the Canadian government or CIDA, I mean a commitment that involves all of us.

Secondly, there will have to be a plan. It will not be good enough to have the appearance of being all things to all people. Some tough decisions will have to be taken. And thirdly, the most important thing is that both the commitment and the plan must indicate to Canadians in the clearest possible fashion how they can play a role.

Never before in Canadian history has there been a time when such depth of involvement has extended into every nook and cranny of this country and it is incumbent upon all of us to take it seriously. And I mean every person and every institution.

We are trying to bridge through to a new partnership, a new kind of world commu-

nity, a new kind of relationship with people on another continent. That is the challenge. That is the vision we glimpsed through Forum Africa."

Appendix

Forum Africa Video Report

(English: 54 mins., French: 59 mins.)

An illustrative account of the Canada-wide forum held between September 1985 and February 1986. The program reflects community concerns about Canadian aid policies and programs for Africa from the six regional forums held in British Columbia and the Yukon, the Atlantic Region, the Prairies, the Northwest Territories, Ontario, Quebec and the concluding National Conference in Ottawa. Script by Monroe Scott. Produced by Cameron Graham, CBC Ottawa.

The videotape is a useful visual companion to the report: FORUM AFRICA: CANADIANS WORKING TOGETHER.

Available on loan in three-quarter inch and half-inch VHS and Beta formats from the:

National Film Board office nearest you

Canadian Council for International Cooperation (CCIC)
3rd Floor, 200 Isabella Street
Ottawa, Ontario
K1S 1V7

Briefing Centre
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec
K1A 0G4

Organizations involved with Forum Africa

Many hundreds of people across Canada contributed to Forum Africa as organizers, resource persons, panelists and sponsors of community activities. Many were volunteers and staff with a wide range of organizations listed below. Part I includes a list of national organizations. Part II lists those organizations or institutions involved in each region.

Part I – National Organizations

Volunteers and staff members from the following list of organizations provided support to Forum Africa in many parts of Canada.

Canadian Catholic Organization for Development and Peace
Canadian Council for International Cooperation
Canadian Crossroads International
Canadian Hunger Foundation
Canadian Save the Children Fund
CUSO
Eritrean Relief Association of Canada
Hunger Project
International Development Information Program
Oxfam Canada
Ten Days for World Development
The Canadian Red Cross Society
United Nations Association in Canada
UNICEF
World Food Day Association of Canada
World University Service of Canada

Except for the four listed below, addresses and telephone numbers for the above organizations can be found in 'No More Famine: A Decade for Africa' the Report by the Honourable David MacDonald for the period ending March 31, 1986.

Canadian Crossroads
International
31 Madison Avenue
Toronto, Ontario
M5R 2S2 (416) 967-0801

Ten Days for World
Development
85 St. Clair Avenue East,
Room 203
Toronto, Ontario
M4T 1M8 (416) 922-0591

International Development
Information Program
Carleton University
Colonel By Drive
Ottawa, Ontario
K1S 5B6 (613) 564-2799

The Hunger Project
Suite 670
144 Front Street West
Toronto, Ontario
M5J 2L7 (416) 997-0088

Part II – Organizations and institutions involved in each region

British Columbia

Camosun College
3100 Foul Bay Road
Victoria, B.C.
V8P 4X8 (604) 592-1281

Capilano College
2055 Purcell Way
North Vancouver, B.C.
V7J 3H5 (604) 986-1911

Cariboo College
900 College Road
Kamloops, B.C.
V2C 5N3 (604) 374-0123

College of New Caledonia
3330 - 22 Avenue
Prince George, B.C.
V2N 1P8 (604) 562-2131

Douglas College
Box 2503
New Westminster, B.C.
V3L 5B2 (604) 520-5400

Malaspina College
900 - 5th Street
Nanaimo, B.C.
V9R 5S5 (604) 753-3245

Northern Lights College
10908 - 100th Street
Fort St. John, B.C.
V1J 3X6 (604) 785-6981

Northwest Community College
5331 McConnell Avenue
Terrace, B.C.
V8G 4C2 (604) 635-6511

United Nations Association
1441 Creekside Drive
Vancouver, B.C.
V6J 4S7 (604) 734-2511

Vancouver Community College
1155 East Broadway
Box 24700, Station "C"
Vancouver, B.C.
V5T 2N4 (604) 875-8200

New Brunswick

Canadian Catholic Organization
for Development and Peace
(CCODP)
72 Westmount Blvd.
Moncton, New Brunswick
E1E 1T9 (506) 854-2062

Canadian Catholic Organization
for Development and Peace
(CCODP)
1428 St Peter Avenue
Bathurst, New Brunswick
E2A 3A8 (506) 548-9623

Continuing Education
University of Moncton
Moncton, New Brunswick
E1A 3E9 (506) 858-4105

Femme en Focus
Rue de la Mer
Petit Rocher, New Brunswick
E0B 2E0 (506) 783-8502

La Fédération des Dames
d'Acadie Inc.
P.O. Box 10
578 St Pierre Blvd., West
Caraquet, New Brunswick
E0B 1K0 (506) 727-2352

Ministry of Education
218 Leslie Street
Moncton, New Brunswick
E1C 6M9 (506) 453-8263

Multicultural Association
P.O. Box 6241
Station "A"
Saint John, New Brunswick
E2L 4R7 (506) 642-1954

N.B. World Food Day
Committee & Canadian
Red Cross
405 University Avenue
P.O. Box 39
Saint John, New Brunswick
E2L 3X3 (506) 648-5013

Public Affairs
CN Marine
100 Cameron Street
Moncton, New Brunswick
E1C 5Y5 (506) 858-3641

Nova Scotia

Centre for African Studies
Dalhousie University
1444 Seymour Street
Halifax, Nova Scotia
B3H 4H6 (902) 424-3814

Dept. of Distance University
Education via Television
Mount Saint Vincent University
166 Bedford Highway
Halifax, Nova Scotia
B3M 2J6 (902) 443-4450

Ethiopia Airlift
6359 Coburg Road
Halifax, Nova Scotia
B3H 2A1 (902) 421-1629

Extension Department
St Francis Xavier University
Antigonish, Nova Scotia
B2G 1C0 (902) 867-3923

International Development
Centre
St Mary's University
Halifax, Nova Scotia
B3H 3C3 (902) 429-9780

University College of Cape
Breton
P.O. Box 5300
Sydney, Nova Scotia
B1P 6L2 (902) 539-5300

Prince Edward Island

Farmers Helping Farmers
R.R. 1
Winslow, Prince Edward Island
COA 1H0 (902) 892-3314

Federated Women's Institute of
Canada
P.O. Box 1574
Charlottetown, P.E.I.
C1A 7N3 (902) 569-3817

PEI World Food Day
Association & Multicultural
Centre
P.O. Box 2011
Charlottetown, P.E.I.
C1A 7N7 (902) 892-3614

Newfoundland

Don Snowden Center
Memorial University
St John's, Nfld.
A1B 3X7 (709) 737-4356

Manitoba

Manitoba Council for
International Cooperation (MCIC)
418 Wardlaw
Winnipeg, Manitoba
R3L 0L7 (204) 475-4169

Marquis Project
220 - 8th Street
Brandon, Manitoba
R7A 3XA (204) 727-5675

Saskatchewan

Prince Albert International
Resource Centre (PAIR)
101 - 15 West Street
Prince Albert, Saskatchewan
S6V 3P7 (306) 764-6841

Rural Interchurch Development
Education Project (RIDEP)
Box 254
Central Butte, Saskatchewan
S0H 0T0 (306) 796-2026

Saskatchewan Council for
International Cooperation
(SCIC)
2138 McIntyre Street
Regina, Saskatchewan
S4P 2R7 (306) 757-4669

Saskatchewan World Food Day
401 - 230, 22nd Street East
Saskatoon, Saskatchewan
S7K 0E9 (306) 244-8984

Alberta

African Association of Alberta
& African Students'
Association
University of Alberta
Box 826, Sub. 11
Edmonton, Alberta
T6G 2J7

Alberta International
Development Agency
8th Floor, Sterling Place
9940 - 106 Street
Edmonton, Alberta
T5K 2P6 (403) 427-2551

Amoco Canada Petroleum Ltd.
444 - 7 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2P 0Y2 (403) 233-1255

Arusha International
Development Resource
Centre
233 - 10 Street N.W.
Calgary, Alberta
T2N 1V5 (403) 270-3200

Athabasca University
Box 10,000
Athabasca, Alberta
T0G 2R0 (403) 675-6111

Canadian Hunger Foundation
Rm 1108, 10235 - 124 Street
Edmonton, Alberta
T5N 1P9 (403) 488-1188

Edmonton Learner Centre
10705 - 98 Street
Edmonton, Alberta
T5H 2N8 (403) 424-5952

Edmonton Interfaith Famine
Committee
10031 - 109 Street
Edmonton, Alberta
T5J 1M1 (403) 422-2214

International Student Centre
University of Alberta
11023, 90th Avenue
Edmonton, Alberta
T6G 1A6 (403) 432-5950

National Outstanding Young
Farmer Committee/Jaycees
Liaison
2404 - 35th Street S.W.
Calgary, Alberta
T3E 2X1 (403) 934-4866

Southern Alberta World
Development Animators
Project (SAWDAP)
1916 - 2 Street S.W.
Calgary, Alberta
T3S 1S3 (403) 228-5765

The Canadian Red Cross
Society
Alberta - Northwest Territories
Division
737 - 13 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 1J1 (403) 228-2169

Unisphere Cross Cultural
Learner Centre
101 - 6th Street S.E.
Medicine Hat, Alberta
T1A 1G7 (403) 529-2656

Ontario

African Medical and Research
Foundation (AMREF)
P.O. Box 580
Pickering, Ontario
L1V 3T3 (416) 686-2381

African Students Association
University of Guelph
Guelph, Ontario
N1G 2W1 (519) 824-4120

CANSAVE - Ontario
100 Richmond Street East
Toronto, Ontario
M5C 2P9 (416) 364-3646

Centre for International
Programs
University of Guelph
Guelph, Ontario
N1G 2W1 (519) 824-4120

Cross-Cultural Learner Centre
533 Clarence Street
London, Ontario
N6A 3N1 (519) 679-6281

CUSO
Talbot College, Room 410
University of Western Ontario
London, Ontario
N6A 3K7 (519) 679-2490

Darome Connections
90 Gerrard Street West
Toronto, Ontario
M5G 1J6 (416) 585-9644

Ethiopian Community
Association (Ottawa-Carleton)
P.O. Box 2335, Station "D"
Ottawa, Ontario
K1P 5W5 (613) 728-7467

Global Community Centre
89 - 91 King Street North
Waterloo, Ontario
N2J 2X3 (519) 746-4990

International Centre
John Deutsch Centre
Queen's University
Kingston, Ontario
K7L 3N6 (613) 547-2807

Kinsmen African Medical Relief
Kinsmen Clubs of Kingston
Box 311
Kingston, Ontario
K2M 6R2 (613) 548-4603

Sault College
P.O. Box 60
443 Northern Avenue
Sault Ste Marie, Ontario
P6A 5L3 (705) 949-2050

Third World Resource Centre
125 Tecumseh Blvd. West
Windsor, Ontario
N8X 1E8 (519) 252-6692

United Steelworkers of America
25 Cecil Street
Toronto, Ontario
M5T 1N1 (416) 977-7274

Québec

Canadian Catholic Organization
for Development and Peace
602 Racine Street, East
Chicoutimi, Québec
G7H 5C3 (418) 543-0783

Carrefour de solidarité
internationale
555 Short Street
Sherbrooke, Québec
J1H 2E6 (819) 566-8595

Centre de formation à la
coopération interculturelle
CEGEP Rivière-du-Loup
80 Frontenac
Rivière-du-Loup, Québec
G5R 1S8 (418) 862-3434

Chargé de la Coopération
internationale
Pavillon des sciences de
l'Éducation
Université Laval
Cité Universitaire
Québec, Québec
G1K 7P4 (418) 656-3917

Desjardins International
Development Society
(1985 Inc.)
150 des Commandeurs Avenue
Lévis, Québec
G6V 6P8 (418) 833-3281

Faculté des sciences de
l'Agriculture et de
l'Alimentation
Université Laval
Cité Universitaire
Québec, Québec
G1K 7P4 (418) 656-3592

Fédération des Caisses
populaires du Saguenay,
Lac St-Jean
17 Hôpital Street
Metabetchouan, Québec
G0W 2A0 (418) 349-2885

Groupe Dinouga
300 des Ursulines Avenue
Rimouski, Québec
G5L 3A1 (418) 724-1410

Institut international de la
communication
451 St-Jean Street
Montréal, Québec
H2Y 2R5 (514) 842-8787

Oxfam Québec
169 St-Paul Street East
Montréal, Québec
H2Y 1G8 (514) 866-1773

Quebec Association of
International Cooperation
Organizations
Suite 240
4205 St-Denis Street
Montréal, Québec
H2J 2K9 (514) 842-1024

Student Services
Université du Québec à
Chicoutimi
555 Université Blvd.
Chicoutimi, Québec
G7H 2B1 (418) 545-5733

"CANADA and AFRICA - NO MORE FAMINE"

**Room 200, West Block
Parliament Buildings**

THURSDAY, FEBRUARY 13, 1986

1:00-4:00 pm Registration, Information

4:00-6:00 pm AFRICA DAY sponsored
in cooperation with the
Parliamentary International
Forum

An opportunity for partici-
pants to view displays of a
representative cross-section of
Canadian organizations active
in African relief, recovery and
development and to meet
informally with parliamentarians
and other delegates.

5:00 pm A brief program of greetings to
Africa Day participants

The Honourable MONIQUE
VÉZINA, Minister for External
Relations and other Members
of Parliament

7:00 pm *Château Laurier Hotel,*
Drawing Room

Reception

7:30 pm Dinner

Convenor: RICHARD GRISÉ,
Vice-Chairman, Standing
Committee on External Affairs
and National Defence

"African Famine — a Turning
Point for Africa"?

His Excellency IDE
OUMAROU, Secretary
General, Organization of
African Unity (OAU)

FRIDAY, FEBRUARY 14, 1986

- 9:00-9:15 am** Outline of the Day
Conference Co-Convenors:
SUSAN JAMES and JEAN-PAUL L'ALLIER
- 9:15-10:30 am** "African Famine — A Turning Point"
The Honourable DAVID MacDONALD, Canadian Emergency Coordinator, African Famine
- 10:30-10:45 am** Refreshment Break
- 10:45-11:30 am** "African Famine — A Turning Point for CIDA?"
MARGARET CATLEY-CARLSON, President, Canadian International Development Agency
- 11:45-12:30 pm** "African Famine — A Turning Point for I.D.R.C.?"
IVAN HEAD, President, International Development Research Centre
- 12:30** Buffet Luncheon
- 1:15-2:00 pm** "African Famine — A Turning Point for the International Community?"
MAURICE STRONG, Executive Coordinator Office for Emergency Operations in Africa (OEOA)
- 2:00-4:45 pm** "African Famine — A Turning Point for Canadians?"
ALLAN GREGG, Chairman, Decima Research

A presentation of a recently completed survey of Canadian public attitude.

Spokespersons from various sectors of the Canadian community will comment on their experience, and a general discussion will follow.

Introduced by
ROSEMARY KUPTANA
and JEAN LOISELLE
- 4:45-5:00 pm** Review of the Day
Conference Co-Convenors
- Evening** Opportunity for Informal Discussions

SATURDAY, FEBRUARY 15, 1986

- 9:00-9:30 am** Outline of the Day
Conference Co-Convenors
- 9:30-12:00 pm** Workshop Sessions
Workshop participation will be assigned to ensure a representative cross section of participants. Each group will discuss the following questions

in terms of Canada's future response to Africa:

- Are new priorities or objectives needed?
- Are new institutions or structures needed?
- Are new forms of public participation and awareness required?
- Are new ways of international cooperation required?

12:30-1:30 pm	Buffet Luncheon	
1:30-3:00 pm	Plenary Discussion of Workshop Reports	Led by DAVID CADMAN
3:00-3:30 pm	Refreshment Break	
3:30-3:45 pm	Brief Responses to the Conference	IDE OUMAROU, Secretary General, OAU MAURICE STRONG, Executive Coordinator, O.E.O.A. DAVID MacDONALD, Canadian Emergency Coordinator for the African Famine
3:45-4:30 pm	'Summing Up'	STEPHEN LEWIS, Canadian Ambassador to the United Nations
4:30 pm	ADJOURNMENT	

Participants in The National Conference, February 13, 14, 15, 1986

DAN ARONSON, McGill University, international consultant on African Affairs, Montreal, Quebec. JOHN BANNISTER, Capilano College, Vancouver, British Columbia. GERRY BARR, United Steelworkers of America, Toronto, Ontario. LOUISE BEAUDOIN, historian and international relations specialist, Quebec, Quebec. JUDY BERTHOLET, AEA Project Selection Committee, and Verification Team, Hartney, Manitoba. HERB BREAU, businessman, Gloucester, Ontario. JEAN BRODEUR, international affairs consultant, Montreal, Quebec. GLEN BUGG, Unisphere Learner Centre, Medicine Hat, Alberta. MARY BURROUGHS, Amoco Canada Petroleum, Calgary,

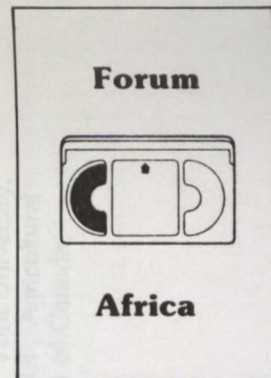
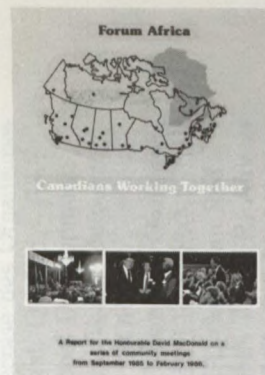
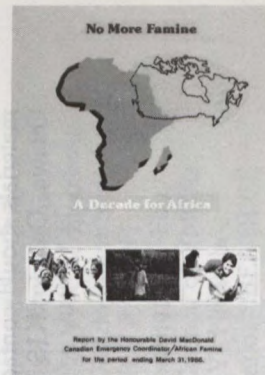
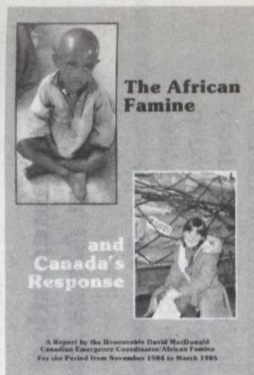
Alberta. DAVID CADMAN, United Nations Association, Vancouver, British Columbia. JEAN CLOUTIER, Institute of International Communications, Montreal, Quebec. STAN COPP, Vancouver Community College. GEORGE CRAM, Primate's World Relief & Development Fund, Toronto, Ontario. ELSPETH CRAWFORD, Prince Albert International Resource Centre, Prince Albert, Saskatchewan. GUY CUDMORE, International Family Farm Exchange Programs, Winslow, Prince Edward Island. LAWRENCE CUMMING, Oxfam Canada, Ottawa, Ontario. JEAN DAVIDSON, Presbyterian World Service Development Committee, Don Mills, Ontario. MARION DEWAR, National New Democratic Party, Ottawa, Ontario. WAYNE DIGBY, Marquis Project, Brandon, Manitoba. EUGENE DONEFER, McGill International and World Food Day Association of Canada, Montreal, Quebec. MICHEL DORAY, Société de développement international Desjardins, Lévis, Québec. AL DUCHARME, City Councillor, Winnipeg, Manitoba. FRANCINE FOURNIER, Human Rights and International Development consultant, Outremont, Quebec. JOHN GODFREY, Ethiopia Airlift & Adopt-A-Village, Halifax, Nova Scotia. KING GORDON, Group of '78, Ottawa, Ontario. WILLIAM HARDING, Saskatchewan Council for International Cooperation, Regina, Saskatchewan. BOB HAWKESWORTH, Alderman, Calgary, Alberta. MAUREEN JACK, Northern Lights for Africa Project, Vancouver, British Columbia. SUSAN JAMES, Centre for International Programs, University of Guelph, Guelph, Ontario. BILL JANZEN, Mennonite Central Committee, Ottawa, Ontario. JACQUES JOUBERT, World French-Speaking Physicians Association, Buckingham, Quebec. PIERRE JUNEAU, Canadian Broadcasting Corporation, Ottawa, Ontario. TSHIBALABALA KANGUDI, African Chamber of Commerce and The Lavelin Group, Montreal, Quebec. PATRICIA KEAYS, International Programs, Malaspina College, Nanaimo, British Columbia. TOM KINES, CARE Canada, Ottawa, Ontario. ROSEMARY KUPTANA, Inuit Broadcasting Corporation, Ottawa, Ontario. RENÉ LACOSTE, Jules and Paul-Émile Léger Foundation, Outremont, Quebec. NAZEER AZIZ LADHANI, Aga Khan Foundation Canada and South Asia Partnership, Vancouver, British Columbia. JOHN LAIDLAW, Canadian Hunger Foundation, Ottawa, Ontario. DANIEL LAMEY, Association of Kinsmen Clubs, Cambridge, Ontario. LISE LATRÉMOUILLE, Inter Pares, Ottawa, Ontario. LESLIE LEACH, Canadian Red Cross Society, Calgary, Alberta. PAUL LEBLANC, Development and Peace, Moncton, New Brunswick. JAIME LLAMBIAS-WOLFF, Association Québécoise d'Organismes de Coopération Internationale, Montreal, Quebec. JEAN LOISELLE, Jules and Paul-Émile Léger Foundation, Outremont, Quebec. CELIA LORWAY, St. Francis

Xavier University Extension Program, Sydney, Nova Scotia. JOAN MacFARLANE, P.E.I. World Food Day Association, Charlottetown, Prince Edward Island. JAN MacKENZIE, Canadian Crossroads International, Whitehorse, Yukon. EGIDE MALTAIS, Quebec Teaching Congress, Montreal, Quebec. NIGEL MARTIN, Canadian Council for International Cooperation, Ottawa, Ontario. PAT McCRAW, CANSAVE and Guelph African Famine Relief Network, Guelph, Ontario. NORM McLEOD, Centennial Collegiate, Guelph, Ontario. MARY MELNYCHUCK, Oxfam Canada, Winnipeg, Manitoba. ANN MARIE MUELLER, North-South Institute, Ottawa, Ontario. BILL NEWELL, World Vision, Mississauga, Ontario. ANNE NORTHCOTE, World YWCA, Etobicoke, Ontario. ELEANOR O'DONOVAN, Development and Peace, Whitehorse, Yukon. JACQUES PARENT, International Cooperation, Laval University, Ste. Foy, Quebec. RICK PATTEN, National Council of YMCAs, Ottawa, Ontario. LLOYD W. PERRY, Harambee Foundation of Canada, Toronto, Ontario. BEATRICE REEVES, Federated Women's Institute, Charlottetown, Prince Edward Island. CARLOS RODRIGUEZ, Organization Canadienne pour la Solidarité et le développement, Montreal, Quebec. GÉRARD SAINT-CYR, New Brunswick Fisheries School, Caraquet, New Brunswick. JOHN SAVAGE, Mayor, Dartmouth, Nova Scotia. TIM SHAW, Pearson Institute for International Development, Dalhousie University, Halifax, Nova Scotia. JOAN SMITH, Cross Cultural Learner Centre, London, Ontario. MORRIS SPICER, businessman, Port Hawkesbury, Nova Scotia. BRIAN STEWART, London Foreign Correspondent, CBC, Toronto, Ontario. THERESA STOKES, Don Snowden Centre, Memorial University, St. John's, Newfoundland. AINALEM TEBEJE, Carleton University, Ottawa, Ontario. GRETA TIMMINS, UNICEF Canada, Calgary, Alberta. PIERRE VAILLANCOURT, Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale, Montreal, Quebec. RAY VERGE, Alberta Agency for International Development, Edmonton, Alberta. SARITA VERMA, World University Service of Canada, Ottawa, Ontario. NORMA WALMSLEY, MATCH International Centre and Group of '78, Wakefield, Quebec. GARY WARNER, CUSO, Hamilton, Ontario. GEORGE WEBER, Canadian Red Cross Society, Toronto, Ontario. JOHN WIELER, African Emergency Aid, Ottawa, Ontario. TONY WILLIAMSON, Don Snowden Centre, Memorial University, St. John's, Newfoundland. BERNARD WOOD, North-South Institute, Ottawa, Ontario. TOM WORKMAN, York University, Brampton, Ontario. ABDINUR YUSUF, Agricultural International Development Association of Canada, Ottawa, Ontario.

Documentation and Records of the Forum Africa Experience

All of the records and materials from the Forum Africa experience during late 1985 and early 1986 have been deposited with the Canadian Council for International Cooperation (CCIC) in Ottawa. Included are mailing lists, correspondence, reports, print materials and specially produced audio visual materials from each region.

Persons wishing to have access to, or copies of, the materials should contact the CCIC at 200 Isabella Street, Ottawa, Ontario, K1S 1V7, (613) 236-4547.



The printed reports are available from the Canadian International Development Agency, 200 Promenade du Portage, Hull Quebec K1A 0G4. The Forum Africa videocassette may be obtained from the National Film Board office nearest you.

1. **The African Famine and Canada's response.** A report by the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine for the period from November 1984 to March 1985.
in either English or French.
2. **No More Famine: A Decade for Africa.** A report by the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine for the period ending March 31, 1986.
3. **Canadians and Africa: What Was Said.** A report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine of a nation-wide survey by Decima Research Ltd in February 1986.
4. **Forum Africa: Canadians Working Together.** A report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine on a series of community meetings from September 1985 to February 1986.



Please send one copy of 1 2 3 4 (please check) at no charge to:

Eng. French

Name _____

Organization (if applicable) _____

Address _____

Province _____ Postal Code _____

Send this portion completed to C.I.D.A. 200 Promenade du Portage, Hull, Quebec K1A 0G4.